

JOURNAL OFFICIEL

DU TERRITOIRE DU TOGO PLACÉ SOUS LE MANDAT DE LA FRANCE

PARAISANT LE 1^{er} ET LE 16 DE CHAQUE MOIS A LOMÉ

ABONNEMENTS

	UN AN	SIX MOIS
Togo, France et Colonies	35 fr.	20 fr.
Pays à demi-tarif	50 fr.	31 fr.
Etranger	60 fr.	35 fr.
Pays à plein tarif		
Prix du numéro	Au comptant, à l'imprimerie : 1 fr. 50	
	Par porteur ou par la poste : 1 fr. 75	
	Togo, France et Colonies : 1 fr. 75	
	Etranger : Port en sus.	

ABONNEMENTS ET ANNONCES

Pour les abonnements et annonces, s'adresser au Directeur de l'Ecole Professionnelle de la Mission Catholique de LOMÉ TOGO. (A. O. F.)

Les abonnements sont payables d'avance.

ANNONCES ET AVIS DIVERS

La ligne	2 fr.
Minimum	10 fr.
La page	200 fr.
Chaque annonce répétée : moitié prix ; minimum 10 fr.	

Ce tarif ne s'applique pas aux tableaux ni aux insertions faites en caractères plus petits que ceux du texte du Journal.

Pour les réclames, demandez le tarif spécial.

MINISTÈRE

(Décret du 19 décembre 1932)

Présidence du conseil et affaires étrangères	M. Paul BONCOUR
Justice	GARDEY
Intérieur	CHAUTEMPS
Finances	GHÉRON
Guerre	DALADIER
Marine	LEYGUES
Air	PAINLEVÉ
Education Nationale	de MONZIE
Travaux Publics	BONNET
Commerce, Industrie	Julien DURAND
Agriculture	QUEVILLE
Colonies	SARRAUT
Travail, Prévoyance sociale	DALIMIER
Pensions	MIELLET
P. T. T.	Laurent EYNAC
Santé Publique	DANIELOU
Marine Marchande	MEYER

SOUS-SECRÉTAIRES D'ÉTAT

Présidence du conseil	FROT
Présidence du conseil chargé économie nationale	Raymond PATENOTRE
Affaires étrangères	Pierre COT
Intérieur	ISRAËL
Air	BERNIER
Guerre	GUY LA CHAMBRE
Education physique	MARCOMBES
Education nationale chargé enseignement technique	DUCOS
Education nationale chargé beaux arts	MISTLER
Travail	de TESSAN
Agriculture	JAUBERT
Colonies	CANDACE

SOMMAIRE



PARTIE OFFICIELLE

ACTES DU POUVOIR CENTRAL

Décret du 26 octobre 1932, rendant applicable au Togo, la loi du 17 mars 1931 complétant le troisième alinéa de l'article 244 du code civil. (Arrêté de promulgation du 8 décembre 1932).

3

Décret du 7 novembre 1932, modifiant le décret du 6 août 1921 portant organisation du personnel dans les trésoreries coloniales. (Arrêté de promulgation du 14 décembre 1932).

4

Arrêté interministériel du 7 novembre 1932, complétant celui du 9 avril 1922 fixant les conditions de concours pour le recrutement du personnel des trésoreries coloniales.

4

ACTES DU POUVOIR LOCAL

Arrêté du 20 novembre 1932, réglementant à nouveau l'impôt personnel et en fixant le taux et l'assiette.

5

Arrêté du 20 novembre 1932, fixant le taux de la taxe fixe due par les indigènes ayant un revenu égal ou inférieur à 10.000 frs.

7

Arrêté du 20 novembre 1932, fixant le taux de la taxe d'assistance médicale indigène.

7

Arrêté du 20 novembre 1932, fixant le montant sur les droits de place à acquitter sur les marchés du Territoire.

8

Arrêté du 20 novembre 1932, instituant une contribution foncière sur les biens immeubles bâtis ou non bâtis situés dans les centres urbains.	10
Arrêté du 20 novembre 1932, fixant le montant de la taxe de circulation.	11
Arrêté du 20 novembre 1932, fixant les taux des patentes.	12
Arrêté du 20 novembre 1932, modifiant les tarifs fixés par l'arrêté du 15 novembre 1930 réglementant les licences dans le territoire du Togo placé sous le mandat de la France.	15
Arrêté du 20 novembre 1932, portant réglementation de la taxe sur les véhicules.	15
Arrêté du 20 novembre 1932, modifiant l'arrêté du 22 octobre 1929 portant tarification de la taxe d'abatage.	16
Arrêté du 20 novembre 1932, fixant les taxes à percevoir en matière de justice indigène.	16
Arrêté du 7 décembre 1932, déclarant infecté de peste bovine, le canton de Koumea (cercle de Sokodé).	18
Arrêté du 8 décembre 1932, plaçant les cantons de Bafilo, Soudou et Koumonde, du cercle de Sokodé, sous le régime de l'observation sanitaire et les rattachant au secteur de prophylaxie et de traitement de la trypanosomiasis.	18
Arrêté du 8 décembre 1932, portant modification à l'arrêté du 16 octobre 1923 réglementant le régime pénitentiaire dans le territoire du Togo.	18
Arrêté du 10 décembre 1932, approuvant et rendant exécutoire un rôle supplémentaire afférent à l'exercice 1932.	18
Arrêté du 13 décembre 1932, modifiant l'arrêté du 3 juin 1927 instituant une commission des mercuriales.	19
Arrêté du 13 décembre 1932, complétant l'arrêté du 4 novembre 1924 créant dans le territoire du Togo un conseil économique et financier.	19
Arrêté du 13 décembre 1932, complétant l'article 25 (nouveau) de l'arrêté du 11 août 1921 réglementant le fonctionnement des services médicaux au territoire, et créant au Togo un conseil supérieur d'hygiène et de la salubrité publique.	19
Décision du 14 décembre 1932, portant création d'une école régionale à Mango.	19
Arrêté du 21 décembre 1932, approuvant et rendant exécutoires divers rôles supplémentaires afférents à l'exercice 1932.	20
Arrêté du 21 décembre 1932, fixant la composition de la commission d'adjudication du service local.	20
Arrêté du 21 décembre 1932, portant modification à l'arrêté du 16 octobre 1923 réglementant le régime pénitentiaire dans le territoire du Togo.	20
Arrêté du 21 décembre 1932, portant changement d'imputation de dépenses. (subventions aux sociétés agricoles)	21
Arrêté du 21 décembre 1932, portant interdiction des feux de brousse.	21

Arrêté du 21 décembre 1932, constatant la non-exécution par la société JACQUOT-JACQUET de l'article 2 de l'arrêté du 4 avril 1931 lui accordant une subvention de dix mille francs.	21
Arrêté du 21 décembre 1932, accordant une subvention de dix mille francs à la société JACQUOT-JACQUET.	22
Arrêté du 21 décembre 1932, modifiant l'arrêté du 7 octobre 1929 portant organisation du cadre du personnel des travaux publics du Togo (commission de classement).	22
Arrêté du 21 décembre 1932, modifiant l'arrêté du 7 octobre 1929 organisant le cadre du personnel du chemin de fer du Togo (composition de la commission de classement).	22
Arrêté du 21 décembre 1932, modifiant l'arrêté du 12 décembre 1927 créant un cadre supérieur de l'enseignement au Togo (commission de classement).	23
Arrêté du 21 décembre 1932, fixant le contingent des alcools dénaturés et alcools méthyliques impropres à la consommation de bouche, à admettre à l'importation pour l'année 1933 et déterminant la répartition individuelle de ce contingent.	23
Arrêté du 21 décembre 1932, portant création à Lomé d'une annexe au magasin du matériel du service de la construction du central togolais.	24
Arrêté du 21 décembre 1932, autorisant un prélèvement ordinaire sur la caisse de réserve.	24
Arrêté du 21 décembre 1932, portant ouverture de crédits supplémentaires au budget annexe du chemin de fer et du wharf, exercice 1932.	24
Arrêté du 30 décembre 1932, rendant provisoirement exécutoires les budgets du Togo pour l'exercice 1933.	25
Modification à la classification des logements du chef-lieu, annexe I à l'arrêté du 8 juillet 1932.	25
Nominations, mutations, etc... concernant le personnel	25
Cessions	29
Chef du secrétariat général	29
Commissions	29
Conseil consultatif du chemin de fer	30
Education physique	30
Garde indigène (allocations en munitions)	31
Remboursement de pénalités	31
Subventions	31
Vérifications de caisses	31
Domaines	31
Avis d'adjudication	32

PARTIE NON OFFICIELLE

Annonces — (Voir supplément)

PARTIE OFFICIELLE**ACTES DU POUVOIR CENTRAL****Code civil**

ARRETE N° 597 promulguant au Togo le décret du 26 octobre 1932, rendant applicable aux colonies régies par l'article 18 du sénatus-consulte du 3 mai 1854 et aux territoires sous mandat français du Togo et du Cameroun, la loi du 17 mars 1931, complétant le troisième alinéa de l'article 244 du code civil.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 26 octobre 1932, rendant applicable aux colonies régies par l'article 18 du sénatus-consulte du 3 mai 1854 et aux territoires sous mandat français du Togo et du Cameroun, la loi du 17 mars 1931, complétant le troisième alinéa de l'article 244 du code civil;

ARRETE

ARTICLE UNIQUE. — Est promulgué dans le territoire du Togo placé sous le mandat de la France, le décret du 26 octobre 1932, rendant applicable aux colonies régies par l'article 18 du sénatus-consulte du 3 mai 1854 et aux territoires sous mandat français du Togo et du Cameroun, la loi du 17 mars 1931, complétant le troisième alinéa de l'article 244 du code civil.

Klouto, le 8 décembre 1932.

R. DE GUISE.

RAPPORT

Au Président de la République Française.

Paris, le 26 octobre 1932.

MONSIEUR LE PRÉSIDENT,

Une loi du 17 mars 1931, complétant le troisième alinéa de l'article 244 du code civil, a décidé que :
« Si malgré le décès de l'un des époux survenu avant que le jugement ou l'arrêt prononçant le divorce soit devenu définitif, le jugement ou l'arrêt a été transcrit, le tribunal du lieu de la transcription devra, à la requête du procureur de la République, prononcer l'annulation de ladite transcription ainsi que celle de la mention portée en marge de l'acte de mariage ou en marge de la transcription de l'acte de mariage, prévue par les articles 94 et 171 du présent code. »

Cette loi a été déclarée applicable à la Guadeloupe, à la Martinique et à la Réunion à l'exception des autres colonies.

Or, les raisons pour lesquelles le législateur a voulu que l'instance, éteinte par la mort de l'un des époux survenue pendant la procédure ou avant que la décision ne devienne définitive, ne puisse pourfaut recevoir quelque effet, par suite de l'ignorance ou de la mauvaise foi de l'époux survivant, n'acquiescent que plus de valeur aux colonies.

Afin de maintenir en harmonie sur ce point les législations locales avec la législation métropolitaine il est opportun de déclarer la loi du 17 mars 1931 applicable aux colonies régies par l'article 18 du sénatus-consulte du 3 mai 1854 ainsi qu'aux territoires sous mandat.

Tel est l'objet du projet de décret que nous avons l'honneur de soumettre à votre haute sanction.

Veuillez agréer, Monsieur le Président, l'hommage de notre profond respect.

Le ministre des colonies,

Albert SARRAUT.

Le garde des sceaux, ministre de la justice,

René RENOULT.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Vu l'article 18 du sénatus-consulte du 3 mai 1854,

Vu le mandat sur le Cameroun et le Togo confié à la France par le conseil de la Société des nations, en exécution des articles 22 et 199, du traité de Versailles, en date du 28 juin 1919;

Vu la loi du 17 mars 1931 complétant l'article 244 du code civil;

Sur le rapport du ministre des colonies et du garde des sceaux, ministre de la justice;

DECRETE

ARTICLE PREMIER. — La loi du 17 mars 1931 complétant le troisième alinéa de l'article 244 du code civil est rendue applicable aux colonies régies par l'article 18 du sénatus-consulte du 3 mai 1854 et aux territoires sous mandat français du Togo et du Cameroun.

Loi du 17 mars 1931.

Art. 1^{er}. — Le troisième alinéa de l'article 244 du code civil est complété ainsi qu'il suit :

« Si, malgré le décès de l'un des époux survenu avant cette date, le jugement ou l'arrêt a été transcrit, le tribunal du lieu de la transcription devra, à la requête du procureur de la République, prononcer l'annulation de ladite transcription, ainsi que celle de la mention portée en marge de l'acte de mariage ou en marge de la transcription de l'acte de mariage, prévue par les articles 94 et 171 du présent code. »

Art. 2. — Le ministre des colonies et le garde des sceaux, ministre de la justice, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret qui sera publié aux journaux officiels de la République française et des colonies intéressées et inséré au bulletin officiel du ministère des colonies.

Fait à Paris, le 26 octobre 1932.

ALBERT LEBRUN.

Par le Président de la République :

Albert SARRAUT.

*Le garde des sceaux, ministre de la justice,
par intérim,*

Camille CHAUMPS.

Organisation du personnel dans les trésoreries coloniales

ARRETE N° 606 promulguant au Togo le décret du 7 novembre 1932, modifiant le décret du 6 août 1921 portant organisation du personnel dans les trésoreries coloniales.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,

OFFICIER DE LA LÉON D'HONNEUR,

COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 7 novembre 1932, modifiant le décret du 6 août 1921, portant organisation du personnel dans les trésoreries coloniales;

ARRETE :

ARTICLE UNIQUE. — Est promulgué dans le territoire du Togo, placé sous le mandat de la France, le décret du 7 novembre 1932, modifiant le décret du 6 août 1921, portant organisation du personnel dans les trésoreries coloniales.

Klouto, le 14 décembre 1932.

R. DE GUISE.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Vu l'article 18 du sénatus-consulte du 3 mai 1854;

Vu le décret du 30 décembre 1912 sur le régime financier des colonies;

Vu l'article 127 B de la loi de finances du 13 juillet 1911;

Vu le décret du 2 mars 1910 portant règlement sur la solde et les accessoires de solde du personnel colonial, et tous actes modificatifs subséquents notamment les décrets du 11 septembre 1920, ensemble le décret du 3 juillet 1897 sur les indemnités de déplacement et sur les passages du personnel colonial et tous actes modificatifs subséquents;

Vu le décret du 31 décembre 1911 portant organisation du personnel des trésoreries de l'Afrique occidentale française et les décrets modificatifs des 3 mars 1913, 25 août 1914, 22 avril 1916, 9 juillet 1919 et 12 janvier 1921;

Vu le décret du 6 août 1921 sur l'organisation générale du personnel dans les trésoreries coloniales, modifié par les dé-

crets des 29 avril et 5 novembre 1924, 14 février, 12 mars, 2 et 10 avril et 24 août 1925, 20 octobre 1927, 13 octobre 1929 et 22 octobre 1929, 30 janvier et 22 mars 1930;

Sur le rapport du ministre des finances et du ministre des colonies;

DECRETE :

ARTICLE PREMIER. — L'article 14 du décret du 6 août 1921 portant organisation générale du personnel dans les trésoreries coloniales est complété comme suit :

« En ce qui concerne l'Afrique occidentale française, les candidats doivent, en outre, justifier qu'ils sont au moins titulaires de l'un des diplômes ci-après :

« Baccalauréat de l'enseignement secondaire;

« Brevet élémentaire;

« Brevets d'enseignement primaire supérieur, (certificat d'étude primaire supérieur et brevet supérieur);

« Diplôme de l'institut commercial de Paris;

« Diplôme de l'école coloniale du Havre;

« Ou produire un certificat d'admission aux épreuves de la première partie du baccalauréat de l'enseignement secondaire ».

ART. 2. — Les présentes dispositions entreront en vigueur à compter du 1^{er} janvier 1933.

ART. 3. — Les ministres des finances et des colonies sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret.

Fait à Paris, le 7 novembre 1932.

ALBERT LEBRUN.

Par le Président de la République :

Le ministre des finances,

Germain-MARTIN.

Le ministre des colonies,

Albert SARRAUT.

Recrutement du personnel des trésoreries coloniales

LE MINISTRE DES FINANCES ET LE MINISTRE DES COLONIES,

Vu les articles 13 et 14 du décret du 6 août 1921 portant organisation générale du personnel dans les trésoreries coloniales et les actes modificatifs subséquents, et notamment le décret de ce jour;

Vu l'arrêté interministériel du 9 avril 1922 fixant les conditions du concours pour le recrutement du personnel des trésoreries coloniales;

ARRETE :

ARTICLE UNIQUE. — L'article 1^{er} de l'arrêté interministériel du 9 avril 1922 fixant les conditions de concours pour le recrutement du personnel des trésoreries coloniales est complété comme suit :

« En ce qui concerne l'Afrique occidentale française, les candidats doivent, en outre, justifier qu'ils sont au moins titulaires de l'un des diplômes ci-après :

- « Baccalauréat de l'enseignement secondaire;
- « Brevet élémentaire;
- « Brevet de l'enseignement primaire supérieur (certificat d'études primaire supérieur et brevet supérieur);
- « Diplôme de l'institut commercial de Paris;
- « Diplôme de l'école coloniale du Havre;
- « Ou produire un certificat d'admission aux épreuves de la première partie du baccalauréat de l'enseignement secondaire. »

Fait à Paris, le 7 novembre 1932.

Le ministre des finances,
Germain-MARTIN.

Le ministre des colonies,
Albert SARRAUT.

ACTES DU POUVOIR LOCAL

Impôt personnel

ARRETE N° 560 réglementant à nouveau l'impôt personnel et en fixant le taux et l'assiette.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
OFFICIER DE LA LÉGIION D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 30 décembre 1912 sur le régime financier des colonies;

Vu l'arrêté du 3 juillet 1922 supprimant l'impôt travail et créant un impôt personnel au Togo;

Vu l'arrêté du 22 octobre 1929 fixant le taux et réglementant l'assiette et la perception de la contribution personnelle;

Vu l'arrêté du 22 octobre 1929 fixant le taux de l'impôt personnel indigène;

Le conseil d'administration entendu;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Est établi dans le territoire du Togo un impôt personnel qui comprend deux éléments :

- 1^o — Une taxe fixe,
- 2^o — Une taxe additionnelle.

ART. 2. — La taxe fixe est due par tous les habitants, majeurs et mineurs émancipés, résidant dans le territoire du Togo au 1^{er} janvier de chaque année ou y transférant leur résidence habituelle dans le courant de l'année. Toutefois, pour les indigènes la taxe est due à partir de l'âge de 16 ans révolus.

Le taux en est fixé à 200 francs par an.

Toutefois pour les indigènes dont le revenu net est égal ou inférieur à 10.000 francs, la taxe fixe annuelle peut être fixée, par arrêté du Commissaire de la République en conseil d'administration, à un taux inférieur à 200 francs.

ART. 3. — La taxe additionnelle est due par tous les assujettis à la taxe fixe tels qu'ils sont définis au paragraphe 1 de l'article 2.

Elle est proportionnelle au revenu net acquis par chaque contribuable pendant l'année précédente.

ART. 4. — Pour chaque contribuable passible de la taxe additionnelle, les diverses sources de revenus devant servir de base au calcul de la contribution sont les suivantes :

Revenus des valeurs et capitaux mobiliers.

Bénéfices des exploitations agricoles.

Bénéfices commerciaux et industriels.

Bénéfices des exploitations minières.

Revenus des professions libérales.

Revenus des emplois publics et privés. (1)

Bénéfices des charges et offices.

Revenus de tous capitaux et de toutes occupations lucratives non dénommés ci-dessus.

Retraites, pensions et rentes viagères, à l'exception des pensions pour invalidités accordées en vertu de la loi du 31 mars 1919.

ART. 5. — Chaque chef de famille est imposable tant en raison de ses revenus personnels que de ceux de sa femme et des autres membres de sa famille (y compris les enfants mineurs) habitant avec lui.

Toutefois, les contribuables peuvent réclamer des impositions distinctes et faire une déclaration personnelle :

1^o — Lorsqu'une femme séparée de biens ne vit pas avec son mari;

2^o — Lorsque les enfants ou autres membres de la famille, sauf le conjoint, tirent un revenu de leur propre travail ou d'une fortune indépendante de celle du chef de famille.

ART. 6. — L'ensemble des revenus nets n'est assujéti à la taxe additionnelle que sur la partie qui dépasse 10.000 francs.

ART. 7. — Les contribuables ont droit à une réduction de 5% sur le montant de la taxe additionnelle par personne à leur charge jusqu'à concurrence d'un maximum de 25%.

Sont considérées comme personnes à la charge du contribuable à la condition de n'avoir pas de revenus distincts de ceux qui servent de base à l'imposition de ce dernier :

1^o — la femme

2^o — Les ascendants âgés de plus de soixante-cinq ans ou infirmes; toutefois cet âge est abaissé à cinquante-cinq ans à l'égard des femmes veuves vivant

(1) Il faut entendre par revenu d'un emploi public la solde de présence augmentée du supplément colonial à l'exclusion des indemnités.

sous le même toit que leur fils ou leur fille et à leur charge exclusive;

3° — Les descendants, (enfants ou petits enfants) non assujettis à la taxe fixe ou infirmes, à l'exclusion des enfants adoptés suivant les coutumes locales.

ART. 8. — Pour le calcul de la taxe additionnelle, toute fraction du revenu inférieur à 100 francs est négligée.

L'impôt est calculé en tenant en outre pour nulle la fraction du revenu qui n'excède pas 10.000 et en comptant :

pour 1/10^e la fraction comprise entre 10.000 et 20.000

2/10^e la fraction comprise entre 20.000 et 30.000 et ainsi de suite en augmentant d'un dixième par tranche de 10.000 francs jusqu'à 100.000 francs;

pour l'intégralité le surplus du revenu jusqu'à 500.000 francs.

Le taux à appliquer au revenu taxable ainsi obtenu est fixé à 3% jusqu'à 100.000 francs inclus, à 4% pour le surplus du revenu jusqu'à 500.000 francs.

ART. 9. — Sont exonérés de la totalité de l'impôt personnel prévu par le présent arrêté :

1° — Les consuls;

2° — Les personnes du sexe féminin, célibataires, veuves, divorcées ou séparées de corps ayant des revenus annuels égaux ou inférieurs à 10.000 francs;

3° — Les élèves des écoles officielles du Territoire.

ART. 10. — Les femmes mariées et les fils infirmes majeurs sont exonérés de la taxe fixe mais leurs revenus distincts sont inclus ainsi qu'il est indiqué à l'article 5 ci-dessus dans la déclaration du chef de famille de famille.

ART. 11. — Peuvent être exemptés, sur la proposition du commandant de cercle et par arrêté du Commissaire de la République, en conseil d'administration, de la totalité, des trois quarts, de la moitié ou du quart de la taxe fixe :

1° — Les contribuables dont l'indigence et l'invalidité simultanées auront été constatées dans les formes réglementaires. Ils sont compris sur des états d'exemption nominatifs, sauf en ce qui concerne les contribuables indigènes qui sont compris sur des états numériques;

2° — Les habitants des villages qui auraient subi à la suite d'intempéries ou de calamités publiques des pertes exceptionnelles.

ART. 12. — Les agents consulaires sont exonérés de la taxe additionnelle sur le montant de la partie de leur revenu provenant de l'exercice de leurs fonctions consulaires.

ART. 13. — Les contribuables passibles de la taxe additionnelle sont tenus de souscrire chaque année une déclaration faisant ressortir le chiffre global de leur revenu net pendant l'année précédente. Ceux qui ont été inscrits au rôle de la taxe additionnelle de

l'année antérieure sont tenus d'effectuer cette déclaration, même s'ils sont affranchis de cette taxe.

Les déclarations sont rédigées sur des imprimés mis gratuitement par l'administration à la disposition des intéressés. Elles doivent être adressées avant le 1^{er} février au commandant du cercle dans lequel le contribuable a sa résidence habituelle ou son principal établissement. Il en est donné récépissé.

Le montant de la taxe additionnelle sera majoré de 10% pour tout assujetti qui n'aura pas adressé sa déclaration dans le délai prévu ci-dessus.

ART. 14. — Le commandant de cercle vérifie les déclarations et peut demander aux contribuables des éclaircissements.

Il peut, dans le cas où il y a fraude ou erreur matérielle, rectifier d'office, les déclarations mais dans ce cas il adresse au contribuable avant d'établir la matrice du rôle indication des éléments qui serviront de base à son imposition, l'invite à se faire entendre ou à faire parvenir son acceptation ou ses observations et à fournir, s'il y a lieu, les justifications utiles au sujet des déductions auxquelles il croit devoir prétendre. Si le désaccord persiste, le contribuable conserve le droit de réclamer par la voie contentieuse après la mise en recouvrement du rôle.

Si une réclamation est introduite le tribunal apprécie les motifs invoqués par l'administration et le contribuable et fixe la base d'imposition, la charge de la preuve incombant à l'administration.

ART. 15. — Tout contribuable qui s'est abstenu de faire sa déclaration est taxé d'office.

ART. 16. — Lorsque le commandant de cercle a réuni les éléments précis permettant d'établir que les dépenses d'un contribuable sont notoirement supérieures au revenu qu'il a déclaré, il doit les soumettre au contribuable et celui-ci est tenu de justifier la différence dans un délai de 20 jours, faute de quoi il est taxé d'office.

En cas de désaccord au sujet de l'assiette de l'impôt, le contribuable, taxé d'office, ne peut obtenir par la voie contentieuse, la décharge ou la réduction de la cotisation qui lui a été assignée qu'en apportant toutes les justifications de nature à faire la preuve du chiffre exact de son revenu et notamment les livres comptables prévus par les règlements en vigueur dans le Territoire. Il supporte la totalité des frais de l'instance y compris ceux d'expertise.

ART. 17. — L'impôt personnel prévu par le présent arrêté est perçu dans les mêmes conditions que les autres contributions directes; il est exigible par quart dans le premier mois de chaque trimestre et d'avance. Toutefois, chaque contribuable a la faculté de se libérer en une seule fois.

ART. 18. — L'inscription au rôle primitif ou supplémentaire est faite à la diligence du commandant de cercle.

Le contribuable arrivant au Togo dans le courant de l'année est taxé pour l'année entière, à moins qu'il ne justifie du paiement intégral des contributions sur le revenu ou le salaire dans le pays d'où il vient auquel cas le montant viendra, s'il y a lieu, en déduction de sa cote personnelle.

ART. 19. — L'impôt personnel est dû pour l'année entière à raison des faits existants au 1^{er} janvier.

En cas de déménagement hors du ressort de la perception la contribution sera exigible pour la totalité de l'année courante.

ART. 20. — Sont abrogées toutes les dispositions contraires au présent arrêté notamment celles des arrêtés des 3 juillet 1922 et 22 octobre 1929 susvisés.

ART. 21. — Le présent arrêté qui aura son effet à compter du 1^{er} janvier 1933, sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 20 novembre 1932.

R. DE GUISE.

(Approuvé par télégramme ministériel n° 252 du 25 décembre 1932.)

Taxe sur les revenus

ARRETE N° 561 fixant le taux de la taxe fixe due par les indigènes ayant un revenu égal ou inférieur à 10.000 francs

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
OFFICIER DE LA LÉGIION D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;
Vu le décret du 30 décembre 1912 sur le régime financier des colonies;

Vu l'arrêté du 3 juillet 1922 fixant l'assiette de l'impôt personnel dans les territoires du Togo;

Vu l'arrêté du 22 octobre 1929 fixant le taux de l'impôt personnel;

Vu l'arrêté du 20 novembre 1932 réglementant l'impôt personnel;

Le conseil d'administration entendu;

ARRETE:

ARTICLE PREMIER. — Par application des dispositions du dernier alinéa de l'article 2 de l'arrêté sus-visé du 20 novembre 1932, le taux de la taxe fixe due par les indigènes dont le revenu est égal ou inférieur à 10.000 francs est fixé ainsi qu'il suit:

CATÉGORIES SUPÉRIEURES.

Indigènes ayant:

de 7001 francs à 10.000 frs. de revenu:

1^{re} catégorie — 110 francs

de 4001 francs à 7.000 frs. de revenu:

2^e catégorie — 70 francs.

CATÉGORIE ORDINAIRE.

Indigènes ayant un revenu égal ou inférieur à 4.000 frs.

Cercle de Lomé 20 frs.

Cercle d'Anécho 20 frs.

Cercle de Klouto 20 frs.

Cercle d'Atakpamé 20 frs.

Cercle de Sokodé { Cotocolis } 10 frs.

{ Bassaris }

{ Autres } 7 frs.

Cercle de Mango 7 frs.

ART. 2. — Par dérogation aux dispositions de l'arrêté sus-visé du 20 novembre 1932 cette taxe est exigible en totalité au début de l'année.

L'impôt de la catégorie ordinaire est perçu sur rôle numérique, à moins que le Commissaire de la République n'en décide autrement par arrêté en conseil d'administration, pour les cercles dont les habitants auront justifié d'un degré d'évolution suffisant.

ART. 3. — Chaque contribuable reçoit, en s'acquittant de sa contribution:

1^o — Pour la catégorie ordinaire:

un jeton de métal;

2^o — Pour les catégories supérieures et les contribuables de la catégorie ordinaire inscrits sur un rôle nominatif:

soit une carte d'identité mentionnant le paiement de l'impôt;

soit une quittance détachée d'un carnet à souche.

ART. 4. — Il est accordé aux divers chefs servant d'intermédiaires aux commandants de cercles pour la perception de l'impôt, des remises dont le pourcentage, qui ne peut être supérieur à 10%, est fixé par le Commissaire de la République sur la proposition des commandants de cercle.

ART. 5. — Sont abrogées toutes dispositions antérieures contraires à celles du présent arrêté qui entrera en vigueur le 1^{er} janvier 1933 et sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 20 novembre 1932.

R. DE GUISE.

(Approuvé par télégramme ministériel n° 252 du 25 décembre 1932.)

Taxe d'assistance médicale indigène

ARRETE N° 562 fixant le taux de la taxe d'assistance médicale indigène.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
OFFICIER DE LA LÉGIION D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 30 décembre 1912 sur le régime financier des colonies;

Vu l'arrêté du 4 octobre 1926 portant institution de la taxe d'assistance médicale indigène;

Vu l'arrêté du 22 octobre 1929 fixant le taux de la taxe d'assistance médicale indigène;

Vu l'arrêté du 20 novembre 1932 réglementant à nouveau l'impôt personnel;

Vu l'arrêté du 20 novembre 1932 fixant le taux de la taxe fixe due par les indigènes ayant un revenu égal ou inférieur à 10.000 francs;

Le conseil d'administration entendu;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — La taxe d'assistance médicale indigène est due par tous les indigènes assujettis à l'impôt personnel.

ART. 2. — Son montant est fixé à la moitié de la taxe fixe de l'impôt personnel.

ART. 3. — Par dérogation aux dispositions de l'article ci-dessus le montant de cette taxe, pour les indigènes ayant un revenu égal ou inférieur à 4.000 frs., est fixé ainsi qu'il suit :

Cercle de Lomé	} 12 francs
Cercle d'Anécho	
Cercle de Klouto	
Cercle d'Atakpamé	} 5 francs
Canton de Kpessi	
Canton de l'Adélé	
Tous autres cantons	
Cercle de Sokodé	
Cercle de Sansanné-Mango	

ART. 4. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 20 novembre 1932.

R. DE GUISE.

(Approuvé par télégramme ministériel n° 252 du 25 décembre 1932).

Droits de place

ARRETE N° 564 sur les droits de place à acquitter sur les marchés du Territoire.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,

OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,

COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu l'article 74 du décret financier du 30 décembre 1912;

Vu l'arrêté du 20 novembre 1932 fixant l'organisation des communes dans le Territoire;

Vu la circulaire n° 2.134 F. du 30 décembre 1929;

Le conseil d'administration entendu;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Dans les localités désignées par arrêté du Commissaire de la République, l'offre ou la mise en vente de tous objets et denrées diverses,

à l'exclusion du lait qui pourra être vendu à domicile, sont formellement interdites sur les voies publiques pendant les heures d'ouverture des marchés, sauf pour les colporteurs et marchands ambulants d'articles de curiosité, munis d'une patente et sous réserve de non stationnement sur les dites voies publiques.

ART. 2. — Pendant les heures d'ouverture des marchés l'offre ou la mise en vente de tous objets et denrées diverses ne peut s'opérer, en dehors des locaux appartenant soit aux particuliers propriétaires de produits ou de récoltes, soit aux commerçants dûment patentés, que sur ces marchés.

Les heures d'ouverture et de fermeture des marchés sont fixées par le commandant de cercle.

ART. 3. — Des droits de place dont les tarifs sont fixés par le tableau annexé au présent arrêté sont perçus sur les marchés désignés par arrêté du Commissaire de la République.

Le Commissaire de la République peut par arrêté pris sur la proposition du commandant de cercle exempter provisoirement de l'acquittement des droits de place pour tout ou partie des produits mis en vente.

Les patentés vendant sur ces marchés ne sont pas exonérés des droits de place.

ART. 4. — Les droits de place journaliers varient avec la surface occupée par l'étal. Ils ne peuvent jamais être inférieurs au prix de un mètre carré, toute fraction supplémentaire étant comptée pour l'unité.

Si les marchandises mises en vente relèvent de plusieurs classes du tarif, le droit à percevoir est celui correspondant à la marchandise de la classe la plus élevée.

Le droit de place est dû dès l'installation du commerçant ou revendeur.

ART. 5. — Des abonnements mensuels sur les marchés journaliers peuvent être accordés par le commandant de cercle, pour toutes les classes prévues au tableau annexé au présent arrêté. Des abonnements annuels peuvent être accordés pour les trois premières classes seulement. Les cartes d'abonnement confèrent à leurs titulaires le droit de vendre sur tous les marchés du cercle.

ART. 6. — Les droits de place sont payables d'avance et sont définitivement acquis au trésor au bénéfice des budgets local ou communaux; les abonnements mensuels sont payables en une seule fois, les abonnements annuels, en deux termes, tout terme commencé étant dû.

ART. 7. — Les droits d'occupation concédés sont essentiellement personnels et ne peuvent en aucun cas être cédés. L'abonnement confère le droit exclusif à la place choisie au moment du paiement.

ART. 8. — Les cartes d'abonnement annuel ou mensuel sont délivrées par l'agent intermédiaire ou spécial. Elles sont de couleurs différentes pour chaque classe et indiquent au recto le nombre de mètres carrés occupés. Elles doivent porter en outre un numéro

d'ordre, le nom du titulaire, la durée de l'abonnement, le montant total du droit acquitté. Le verso doit porter collé par les soins de l'agent intermédiaire ou spécial le récépissé constatant le versement des droits.

Les droits de places journaliers sont perçus au moyen de tickets numérotés, datés au tampon, extraits d'un carnet à souches et portant la valeur du droit acquitté. Ces tickets sont de couleurs différentes pour chaque classe. Ils sont délivrés sur place par un agent collecteur qui est tenu de rapporter à l'agent intermédiaire ou à l'agent spécial en même temps que sa recette les souches des carnets auxquelles resteront attachés les tickets inutilisés.

Il est délivré autant de tickets qu'il y a de mètres carrés occupés.

ART. 9. — Les occupants doivent présenter leurs tickets ou leur carte d'abonnement à toute réquisition.

Le commandant de cercle ou les agents qu'il délègue à cet effet peuvent inopinément et chaque fois qu'ils le jugent utile, contrôler sur le marché la délivrance des tickets et des cartes.

ART. 10. — Les contraventions au présent arrêté pour défaut ou insuffisance de paiement entraînent le paiement du triple du montant du droit non acquitté. Les infractions peuvent être constatées par des agents européens ou indigènes habilités à cet effet par arrêté du Commissaire de la République.

ART. 11. — A la fin de chaque année, le commandant de cercle adresse au Commissaire de la République une demande des différentes cartes et carnets de

tickets nécessaires à sa circonscription pendant l'année à venir.

Le bureau des services financiers expéditeur se crédite de ces envois dont l'agent intermédiaire ou spécial porte la valeur à son débit. Il se crédite des sorties sur le registre spécial des valeurs fiduciaires du cercle et y mentionne toutes justifications de droit.

En fin d'année une copie du livre de comptabilité des valeurs fiduciaires sera jointe à la balance des comptes de l'agence intermédiaire ou spéciale.

ART. 12. — En ce qui concerne les communes, la comptabilité des tickets sera tenue dans les conditions déterminées par l'arrêté fixant l'organisation financière des communes du Territoire.

ART. 13. — Pour chaque marché la présente réglementation ne pourra être mise en application que par arrêté du Commissaire de la République pris après avis du commandant de cercle.

ART. 14. — Dans les centres érigés en commune le tarif est fixé par arrêté de l'administrateur-maire pris après délibération de la commission municipale et approuvé par le Commissaire de la République.

ART. 15. — Le présent arrêté qui aura son effet à compter du 1^{er} janvier 1933, sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 20 novembre 1932.

R. DE GUISE.

(Approuvé par télégramme ministériel n° 252 du 25 décembre 1932.)

TABLEAU DES DROITS DE PLACE SUR LES DIFFÉRENTS MARCHÉS DU TERRITOIRE

Vendeurs de produits du cru destinés à l'exportation	Vendeurs de produits alimentaires		Vendeurs d'articles d'importation. Produits manufacturés du pays et boissons fermentées de fabrication locale.		Bouchers		Tailleurs		Marchands de bois et autres combustibles non liquides	
	par jour et par m ²	par mois	par jour et par m ²	par mois	par jour et par m ²	par mois	par jour et par m ²	par mois	par jour et par m ²	par mois
Exempts	0,50	5,00	0,40	10,00	0,75	15,00	0,50	12,50	0,05	1,00

TARIFS DES DROITS DE PLACE

COULEUR DU TICKET ou DE LA CARTE	CLASSE	JOURNALIERS PAR MÈTRE CARRÉ	MENSUELS	
			PAR 1 m ² 50 cm ²	PAR MÈTRE CARRÉ SUPPLÉMENTAIRE
Rouge	1 ^{re} Classe	0,75	15	7,50
Vert	2 ^e —	0,50	12	6,25
Bleu	3 ^e —	0,40	10	5
Jaune	4 ^e —	0,25	5	2,50
Saumon	5 ^e —	0,05	1	0,50

TARIFS DES ABONNEMENTS ANNUELS

COULEUR DE LA CARTE	CLASSE	POUR 1 m ² 50 cm ²	PAR MÈTRE CARRÉ SUPPLÉMENTAIRE
Rouge barré diagonalement en bleu	1 ^{re} Classe	150	37,50
Vert barré diagonalement en rouge	2 ^e —	125	31,25
Bleu barré diagonalement en vert	3 ^e —	110	25

Vu pour être annexé à l'arrêté du 20 novembre 1932.

Lomé, le 20 novembre 1932.

Le Commissaire de la République,

R. DE GUISE.

Contribution foncière.

ARRETE N° 565 instituant une contribution foncière sur les biens immeubles bâtis ou non bâtis situés dans les centres urbains.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,

OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,

COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 13 mars 1926 portant réorganisation du domaine et du régime des terres domaniales au Togo;

Vu l'arrêté du 1^{er} avril 1927 déterminant les conditions d'application du décret du 13 mars 1926, ensemble les arrêtés des 29 mai 1928, 4 avril 1931 et 4 novembre 1931 le modifiant;

Vu le décret du 30 décembre 1912 sur le régime financier des colonies;

Le conseil d'administration entendu;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Il est perçu au profit du budget local une contribution foncière sur les immeubles bâtis et non bâtis situés dans les chefs-lieux de cercle, de subdivision et dans tous lieux qui auront été classés comme centres urbains par arrêté du Commissaire de la République.

ART. 2. — L'impôt sur les biens immeubles bâtis est fixé selon les catégories indiquées au tableau annexé au présent arrêté et au tarif suivant :

4% de la valeur locative des immeubles bâtis dans les centres classés dans la 1^{re} catégorie.

2% de la dite valeur pour les immeubles situés dans les centres classés dans la 2^e catégorie.

ART. 3. — La valeur locative des immeubles bâtis est déterminée pour chaque cercle par une commission composée de :

L'administrateur, commandant le cercle — *Président*

2 notables européens

2 notables indigènes

1 représentant du service des travaux publics.

Le conservateur de la propriété foncière est *membre* de la commission chargée de déterminer la valeur locative des immeubles bâtis dans le cercle de Lomé.

La commission se réunit sur la convocation de son président chaque année et dans la première quinzaine du mois de novembre.

ART. 4. — La commission détermine la valeur locative des immeubles, apprécie les plus ou moins values qui ont pu se produire en cours d'année pour les immeubles déjà imposés, et complète les rôles pour l'année suivante :

La valeur locative est déterminée, soit au moyen de baux authentiques ou de locations verbales ayant date certaine, soit par comparaison avec les locaux dont les loyers ont été régulièrement constatés ou sont notoirement connus, soit, à défaut de ces bases, par appréciation directe au taux de 10% de la valeur de l'immeuble imposé.

Cette valeur de l'immeuble imposé est déterminée soit par des actes authentiques ou sous seing-privé ayant date certaine, soit par comparaison avec des immeubles dont le prix est notoirement connu. Le conservateur de la propriété foncière et le commandant de cercle pourront toujours à défaut des bases ci-dessus, donner tous renseignements sur la superficie, la valeur de l'emplacement et le rendement.

ART. 5. — Sont exempts de la contribution foncière sur les biens immeubles bâtis :

1^o — les immeubles appartenant au Territoire ou aux communes;

2^o — les édifices affectés au culte ou à l'enseignement dans les écoles privées régulièrement autorisées;

3^o — les immeubles bâtis dont la valeur locative annuelle est inférieure à 250 francs.

4^o — les immeubles bâtis en matériaux durs (ciment, briques, tôles, etc...) dont la construction sera effectuée à une date postérieure au 1^{er} janvier 1933. Cette exemption est accordée pour une durée de cinq années à compter de la date de la construction.

Pour jouir de cette exemption le propriétaire doit faire une déclaration indiquant la nature du bâtiment, sa désignation exacte, sa destination et la date de sa construction.

ART. 6. — La contribution foncière sur les biens immeubles non bâtis est établie sur tous les terrains situés à l'intérieur d'un périmètre urbain, concédés à titre définitif ou provisoire. Elle est déterminée

d'après la valeur vénale du terrain selon le tarif suivant :

1 1/2 % pour les terrains classés dans la 1^{re} catégorie du tableau annexé au présent arrêté.

0,75 % pour les terrains classés dans la 2^e catégorie.

Cette valeur établie par la commission prévue à l'article 3 sera déterminée soit au moyen des titres authentiques, soit par comparaison avec des terrains dont le prix est notoirement connu. Le commandant de cercle et le conservateur de la propriété foncière pourront donner à la commission, à défaut des bases ci-dessus indiquées, tous renseignements pour déterminer cette valeur quant à la superficie supposée et au rendement du terrain.

ART. 7. — Sont exempts de la contribution sur les immeubles non bâtis les terrains faisant partie du domaine public ou du domaine privé du Territoire.

ART. 8. — Les contributions foncières sur les biens immeubles bâtis et non bâtis sont dues par les propriétaires pour l'année entière, par le détenteur ou usufruitier du bien à quelque titre que ce soit, en possession au moment de l'établissement du rôle, sans que l'acquiescement de la taxe foncière puisse être invoqué comme constituant commencement de preuve de droit de propriété.

Toute mutation de cotes par suite de vente, cession, partage ou tout autre motif ne sera opérée que sur déclaration des parties intéressées ou sur production d'un acte écrit le constatant, faute de quoi, le contribuable inscrit sera maintenu au rôle de l'année suivante et demeurera seul responsable de l'acquiescement de la taxe foncière.

En cas de vente volontaire ou forcée, la contribution foncière sera exigible pour la totalité de l'année en cours.

ART. 9. — Les rôles nominatifs sont établis séparément pour les contribuables européens et assimilés et pour les indigènes par le commandant de cercle dans les formes indiquées aux articles précédents. Ils sont adressés au Commissaire de la République avant le 1^{er} décembre pour approbation et sont mis en recouvrement conformément aux prescriptions du décret financier du 30 décembre 1912.

ART. 10. — Les taxes foncières sur les biens immeubles bâtis et non bâtis sont payables annuellement et d'avance en termes au plus tard les 31 mars, 30 juin, 30 septembre et 31 décembre. Toutefois, le contribuable pourra se libérer en un ou deux versements et par anticipation, sauf pour les cotes inférieures à 10 francs qui doivent être acquittées en une seule fois au premier terme ou par anticipation. En cas de décès du contribuable, survenu en cours d'année, ses héritiers sont tenus d'assurer le paiement de sa cote.

ART. 11. — Les réclamations relatives aux contributions foncières sont adressées au commandant de cercle qui les transmet avec avis au Commissaire de la

République. Elles sont inscrites dans les formes ordinaires.

ART. 12. — Le présent arrêté qui aura son effet à compter du 1^{er} janvier 1933, sera enregistré, communiqué, et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 20 novembre 1932.

R. DE GUISE.

TABLEAU portant classement par catégorie des centres urbains pour l'imposition des immeubles bâtis ou non bâtis.

1^{re} CATÉGORIE. — Centres de Lomé, de Palimé et d'Anécho.

2^e CATÉGORIE. — Tous autres chefs-lieux des cercles et subdivisions.

Vu pour être annexé à l'arrêté du 20 novembre 1932.

Lomé, le 20 novembre 1932.

Le Commissaire de la République,

R. DE GUISE.

(Approuvé par télégramme ministériel n° 252 du 25 décembre 1932).

Taxe de circulation

ARRETE N° 566 fixant le montant de la taxe de circulation.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
OFFICIER DE LA LÉGIION D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu l'arrêté du 14 novembre 1927 fixant la taxe de circulation;

Vu l'article 74 du décret du 30 décembre 1912 sur le régime financier des colonies;

Vu l'arrêté du 31 juillet 1922 portant fixation de la taxe de circulation ensemble l'arrêté n° 594 du 14 novembre 1927 le modifiant;

Le conseil d'administration entendu;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Le taux de la taxe de circulation est fixé de la façon suivante, pour compter du 1^{er} janvier 1933 :

- | | |
|--|---------|
| 1 ^o — Une personne avec charge composée de produits d'importation y compris les kolas, à l'exception du sel : | |
| par charge | 40 frs. |
| 2 ^o — Une personne avec charge composée de produits du cru y compris le sel : | |
| par charge | 12 frs. |

3 ^e — Un animal porteur sans charge	10 frs.
4 ^e — Un animal porteur avec charge composée de produits d'importation, y compris les kolas, à l'exception du sel :	
par charge	40 frs.
5 ^e — Un animal porteur avec charge composée de produits du crû, y compris le sel :	
par charge	12 frs.
6 ^e — Bovidés { Bœufs et vaches	15 frs.
{ Veaux	8 frs.
7 ^e — Moutons, chèvres, porcs	5 frs.
8 ^e — Agneau, cabri, petit porc	2 frs. 50

ART. 2. — Toute charge est de 25 kilogrammes. Une fraction de charge supérieure à la moitié de ce poids paie pour une charge entière. Une fraction comprise entre 6 kilogrammes et 12 kilogrammes paie pour une demi charge. Une fraction égale ou inférieure à 6 kilogrammes paie pour un quart de charge.

ART. 3. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 20 novembre 1932.

R. DE GUISE.

(Approuvé par télégramme ministériel n° 252 du 25 décembre 1932.)

Patentes

ARRETE N° 567 fixant les taux des patentes.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 30 décembre 1912 sur le régime financier des colonies;

Vu l'arrêté du 22 octobre 1929 réglementant l'impôt de la patente dans le territoire du Togo;

Le conseil d'administration entendu;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Les tarifs fixés par les tableaux A. B. C. annexés à l'arrêté du 22 octobre 1929 susvisé réglementant l'impôt de la patente dans le territoire du Togo sont abrogés et remplacés par les tarifs des tableaux A. B. C. annexés au présent arrêté.

ART. 2. — Le présent arrêté qui aura son effet à compter du 1^{er} janvier 1933, sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 20 novembre 1932.

R. DE GUISE.

(Approuvé par télégramme ministériel n° 252 du 25 décembre 1932.)

GROUPE A.

Professions Libérales

QUALIFICATIONS	CLASSE	TAUX	OBSERVATIONS
Agents d'affaires	6 ^e	500	(1) N'est pas assujettie à la patente la vente des articles faisant l'objet de la liste N° 1 de l'article 7 de l'arrêté 650 du 15 novembre 1928 et les arrêtés successifs la modifiant.
Banque {	1 ^{re}	4.000	
	5 ^e	600	
Change {	7 ^e	400	
	2 ^e	2.000	
Agent d'assurance	6 ^e	500	
Agent en douane	5 ^e	600	
Avocat-défenseur	6 ^e	500	
Clinique médicale	4 ^e	1.000	
Droguiste ou	4 ^e	1.000	
dépositaire de			
médicament (1)	6 ^e	500	
Dentiste	6 ^e	500	
Ecrivain public	6 ^e	500	
Médecin	6 ^e	500	
Pharmacien	6 ^e	500	
Géomètre	8 ^e	300	

GROUPE B.

Industrie et Métiers

QUALIFICATIONS	CLASSE	TAUX	OBSERVATIONS
Automobiles (entrepreneur de transport par)	8 ^e	300	plus 250 frs par véhicule, en sus du premier.
Bijoutier	14 ^e	50	
Bottiers	15 ^e	40	
Boucher { Lomé, Palimé, Anécho, Atakpamé	10 ^e	150	
{ Autres lieux	12 ^e	75	
Boulangier { Lomé, Palimé, Anécho, Atakpamé	11 ^e	120	
{ Autres lieux	16 ^e	30	
Briques, carreaux, tuiles (fabricant de)	11 ^e	120	
Restaurant	11 ^e	120	
Entrepreneur de travaux publics	4 ^e	1.000	
Entrepreneur de travaux privés	9 ^e	200	
Cinématographe (exploitant de)	9 ^e	200	
Ebeniste à façon employant un ou plusieurs ouvriers.	15 ^e	40	
Forgerons	16 ^e	30	
Horlogers	14 ^e	50	
Mécanicien employant un ou plusieurs ouvriers	12 ^e	75	
Ménuisier employant un ou plusieurs ouvriers	12 ^e	75	
Photographe	6 ^e	500	
Taillieurs travaillant seul :			
Lomé, Atakpamé, Anécho, Palimé	12 ^e	75	
Autres lieux	14 ^e	50	
Taillieurs ayant 3 ouvriers au maximum :			
Lomé, Atakpamé, Anécho, Palimé	10 ^e	150	
Autres lieux	14 ^e	50	
Taillieurs ayant plus de 3 ouvriers :			
Lomé, Atakpamé, Anécho, Palimé	8 ^e	300	
Autres lieux	10 ^e	150	
Tous autres artisans et industriels non dénommés	16 ^e	30	
Transports maritimes :			
Agence représentant une ou plusieurs compagnies de navigation au long cours installées au Territoire dans un même immeuble	1 ^{ère}	4.000	
Sous-agence ou consignataire de compagnie de navigation n'ayant pas d'immeuble au Territoire	3 ^e	1.600	
Usines { 20 employés, manœuvres, etc	2 ^e	2.000	
{ et moins de 20	4 ^e	1.000	
Manufactures { moins de 10	8 ^e	300	
{ moins de 5	10 ^e	150	

GROUPE C.

Commerce

QUALIFICATIONS	CLASSE	TAUX	OBSERVATIONS
Achat Acheteurs de gros ou demi-gros de produits du cru et indigènes rétribués ou non par des maisons de commerce non gérants de comptoirs et s'occupant d'achats de gros ou demi-gros de produits du cru	6 ^e	500	

QUALIFICATIONS		CLASSE	TAUX	OBSERVATIONS
Tous autres acheteurs de produits du crû y compris ceux qui achètent des produits sur pied dont ils font la récolte :				
Lomé, Atakpamé		8 ^e	300	
Anécho, Klouto		9 ^e	200	
Sokodé		9 ^e	200	
Mango		13 ^e	60	
Alcool	(1) Maison de commerce faisant l'importation, ou la vente en gros et demi-gros de boissons alcooliques, spiritueuses et fermentées et fabricants de boissons alcooliques avec des produits d'importation et établissement où l'on consomme avec table et chaises	2 ^e	2.000	
	(2) Etablissement vendant des boissons alcooliques et spiritueuses au détail à emporter	8 ^e	300	
	Etablissement vendant des boissons hygiéniques et des vins de table de moins de 15 degrés à l'exclusion des vermouth, quinquina et autres boissons alcooliques à consommer sur place	7 ^e	400	
	Vendeuses de boissons fermentées de fabrication locale, sous abri volant ou sous apatam	12 ^e	75	
	Centres de Lomé, Palimé, Atakpamé.	5 ^e	600	
Commerce de gros et demi-gros	Tous autres lieux dans les cercles Côte, de Klouto, d'Atakpamé	7 ^e	400	
	Tous lieux dans les cercles de Sokodé et Mango	9 ^e	200	
Importation Exportation	Maison faisant directement l'importation et l'exportation	1 ^e	4.000	
	Maison ne faisant que l'importation ou l'exportation	2 ^e	2.000	
Commerce	Agent vendant sur les marchés des cercles de Lomé, Anécho, Palimé, Atakpamé, des articles d'importation pour le compte d'une maison faisant directement l'importation	7 ^e	400	La patente n'est valable que pour un cercle.
Commerce de détail en boutique (Revendeurs)	Revendeurs en boutique d'articles d'importation :			
	Lomé, Anécho, Palimé, Atakpamé.	14 ^e	50	Les revendeuses de petits articles de pacotille et de produits vivriers sur les marchés sont exemptées de la patente.
	Autres lieux	10 ^e	150	
Détaillants	Petits détaillants, revendeurs, revendeuses de produits vivriers et d'articles d'importation	16 ^e	30	

(1) Il faut entendre par maison de commerce les maisons principales et leurs filiales.

(2) Il faut entendre par établissement les comptoirs secondaires ou factoreries

Vu pour être annexé à l'arrêté du 20 novembre 1932.

Lomé, le 20 novembre 1932.

Le Commissaire de la République,

R. DE GUISE.

Licences

ARRETE N° 568 modifiant les tarifs fixés par l'arrêté du 15 novembre 1930 réglementant les licences dans le territoire du Togo placé sous le mandat de la France.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 30 décembre 1912 sur le régime financier des colonies;

Vu l'arrêté du 15 novembre 1930 réglementant les licences dans le territoire du Togo placé sous le mandat de la France;

Le conseil d'administration entendu;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Les tarifs de perception des droits de licences, fixés dans le tableau annexé à l'arrêté du 15 novembre 1930 susvisé sont abrogés et remplacés par ceux fixés par le tableau annexé au présent arrêté.

ART. 2. — Le présent arrêté qui aura son effet à compter du 1^{er} janvier 1933, sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 20 novembre 1932.

R. DE GUISE.

(Approuvé par télégramme ministériel n° 252 du 25 décembre 1932.)

Tableau des licences

- 1^{re} classe — Maison de commerce (1) faisant l'importation ou la vente en gros ou au détail de boissons alcooliques, spiritueuses ou fermentées et fabricants de boissons alcooliques avec des produits d'importation 4.000
- 2^e classe — Hôtels, cafés, restaurants autorisés à vendre de l'alcool au verre et où l'on consomme sur place avec tables et chaises et fabricants de boissons spiritueuses ou alcooliques 4.000
- 3^e classe — Etablissement (2) vendant des boissons alcooliques ou spiritueuses de toute nature à emporter 1.600
- 4^e classe — Etablissements vendant des boissons hygiéniques et des vins ordinaires de table titrant moins de 15° à consommer sur place 800
- 5^e classe — Etablissements vendant exclusivement des vins ordinaires de table et mousseux titrant moins de 15° bières, cidres à emporter 300

(1) Il faut entendre par maison de commerce les maisons principales et leurs filiales.

(2) Il faut entendre par établissement les comptoirs secondaires ou factoreries.

6^e classe — Vendeurs de boissons fermentées de fabrication locale sous abri volant ou sous apatam 100

Vu pour être annexé à l'arrêté du 20 novembre 1932.

Le Commissaire de la République,
R. DE GUISE.

Taxe sur véhicules

ARRETE N° 569 portant réglementation de la taxe sur les véhicules.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 30 décembre 1912 sur le régime financier des colonies; notamment en son article 74 paragraphe C;

Vu l'arrêté du 23 novembre 1920 fixant la taxe à percevoir pour la circulation des bicyclettes, motocyclettes et automobiles, ensemble les arrêtés du 17 mai 1924 et du 4 octobre 1926 le modifiant;

Le conseil d'administration entendu;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Toute bicyclette et tout véhicule automobile mis en service est assujéti à une taxe de circulation.

ART. 2. — Le taux en est ainsi fixé pour compter du 1^{er} janvier 1933 :

bicyclettes	20 frs.
motocyclettes	100 —
camions automobiles jusqu'à 400 kilos de charge utile	300 —
camions automobiles de 401 à 1.000 kilos	400 —
camions automobiles de plus de 1.000 kilos et tracteurs (à l'exception des tracteurs exclusivement agricoles)	500 —
voitures de tourisme (au-dessous de 10 C.V.)	300 —
voitures de tourisme 10 C.V. et au-dessus	500 —

ART. 3. — Pour les bicyclettes, la taxe est due par le propriétaire pour l'année entière quelle que soit l'époque de la mise en service.

Pour les voitures automobiles la taxe est due par le propriétaire à compter du 1^{er} jour du trimestre dans lequel est faite la déclaration et pour le reste de l'année à courir.

Le défaut de paiement d'un trimestre à l'échéance rend exigible le paiement du reste de la taxe jusqu'à la fin de l'année sans préjudice de la pénalité encourue conformément à l'article 5 ci-après.

ART. 4. — Au moment de la déclaration et sur le vu de la quittance constatant le paiement du trimestre de la taxe, il est remis à l'assujéti un permis de circulation. Ce permis doit toujours accompagner le véhicule.

ART. 5. — Tout propriétaire de véhicule automobile qui ne peut justifier le paiement de l'impôt pour le trimestre en cours et dont le véhicule est signalé comme circulant, est astreint au paiement de la triple taxe, en sus du principal, calculée du 1^{er} jour du trimestre en cours jusqu'à la fin de l'année. Il est immédiatement inscrit sur un rôle supplémentaire auquel est annexé le procès-verbal de l'agent ayant constaté la circulation dûment homologuée par le commandant de cercle.

ART. 6. — Les propriétaires qui retirent leur véhicule automobile de la circulation peuvent demander le dégrèvement de l'impôt pour compter du 1^{er} jour du trimestre suivant la date de l'arrêt du véhicule. Ils restent responsables des taxes dues jusqu'au dernier jour du trimestre en cours date à laquelle ils doivent remettre leur permis de circulation au commandant du cercle.

ART. 7. — Sont abrogées toutes dispositions antérieures contraires au présent arrêté qui sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 20 novembre 1932.

R. DE GUISE.

(Approuvé par télégramme ministériel n° 252 du 25 décembre 1932.)

Taxe d'abatage

ARRETE N° 570 modifiant l'arrêté du 22 octobre 1929 portant tarification de la taxe d'abatage.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 30 décembre 1912 sur le régime financier des colonies;

Vu l'arrêté du 22 octobre 1929 portant tarification de la taxe d'abatage sur les animaux;

Le conseil d'administration entendu;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Les taux de la taxe d'abatage sont ainsi fixés à compter du 1^{er} janvier 1933 pour tous les cercles du Territoire :

Bœufs gros	30 francs
Bœufs moyens	20 francs
Bœufs petits et veaux	15 francs
Porcs gros	12 francs
Petits porcs	9 francs
Chèvres et moutons	5 francs
Cabris	2 francs

ART. 2. — Un agent désigné par le commandant de cercle est préposé à la perception de cette taxe. Cet agent délivrera récépissé détaché d'un carnet à souches.

Les recettes seront versées dans la caisse de l'agence spéciale.

ART. 3. — Dans les centres constitués en communes la taxe est fixée par décision de l'administrateur-maire après délibération de la commission municipale et approbation du Commissaire de la République.

Le produit de la taxe est versé par l'agent intermédiaire à la caisse du receveur municipal.

ART. 4. — Le présent arrêté qui aura son effet à compter du 1^{er} janvier 1933, sera enregistré, publié au journal officiel et communiqué partout où besoin sera.

Lomé, le 20 décembre 1932.

R. DE GUISE.

(Approuvé par télégramme ministériel n° 252 du 25 décembre 1932.)

Justice indigène

ARRETE N° 571 fixant les taxes à percevoir en matière de justice indigène.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 30 décembre 1912 sur le régime financier des colonies;

Vu le décret du 2 mai 1906 sur les conventions écrites;
Vu le décret du 22 novembre 1922 organisant la justice indigène au Togo;

• Vu l'arrêté du 8 mars 1923 réglementant au Togo la contrainte par corps en matière de justice indigène, modifié par arrêté du 24 octobre 1931;

Vu l'arrêté du 30 août 1929 réglementant au Togo l'impôt du timbre-taxé sur les actes et conventions;

Le conseil d'administration entendu;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Il est institué dans le territoire du Togo des taxes tant en matière de justice indigène qu'en conciliation.

I — MATIÈRE CIVILE ET COMMERCIALE.

ART. 2. — Toute requête donne lieu à la perception d'une taxe fixée de 10 francs pour frais d'établissement et de remise de convocation. Cette somme doit être versée par le demandeur avant l'inscription de sa requête sur le registre du tribunal indigène.

ART. 3. — Le montant des taxes à acquitter est déterminé dans le jugement ou l'arrêt et incorporé

dans le dispositif. Il doit être calculé par tranche sur le montant de la condamnation et fixé d'après le barème suivant :

pour la tranche comprise entre :	
500 francs et 5.000 francs	5%
pour la tranche comprise entre :	
5.000 francs 01 et 7.500 francs	4 1/2 %
pour la tranche comprise entre :	
7.500 francs 01 et 10.000 francs	4%
pour la tranche comprise entre :	
10.000 francs 01 et 25.000 francs	3 1/2 %
pour la tranche comprise entre :	
25.000 francs 01 et 50.000 francs	3%
pour la tranche dépassant :	
50.000 francs	2%

Lorsque la demande est égale ou supérieure à 500 francs une provision qui ne peut excéder 200 francs doit être exigée du demandeur, lors de l'introduction de l'instance, par le président de la juridiction. Cette provision reste acquise définitivement au trésor.

ART. 4. — Si, lorsque en raison de la nature de la demande, l'évaluation n'est pas possible, il est perçu une taxe forfaitaire fixée ainsi qu'il suit :

Cercles de Lomé, Anécho, Klouto et Atakpamé.

en première instance	25 francs
en appel	200 francs

Cercles de Sokodé et Sansanné-Mango.

en première instance	15 francs
en appel	100 francs

Cette taxe doit être perçue lors de l'introduction de l'instance.

ART. 5. — La partie qui succombe doit être condamnée aux dépens.

ART. 6. — Pour les mesures d'exécution, il est perçu une taxe égale à 1% du montant de la condamnation à partir de 500 francs.

II — MATIÈRE RÉPRESSIVE.

ART. 7. — Les taxes à percevoir sont fixées, par condamné à :

25 francs en matière répressive du ressort des tribunaux de subdivision.

100 francs en appel des jugements rendus par les tribunaux de subdivision.

100 francs en matière répressive du ressort des tribunaux de cercle.

200 francs en appel des jugements rendus par les tribunaux de cercle.

III — DISPOSITIONS COMMUNES.

ART. 8. — Les juridictions peuvent, eu égard à l'indigence des condamnés constatée dans les formes administratives ordinaires, réduire ou supprimer ces

taxes en motivant cette mesure dans le dispositif du jugement ou de l'arrêt.

ART. 9. — Des expéditions des jugements et arrêts peuvent être délivrées aux parties, sur leur demande, moyennant la perception d'une taxe de 20 francs.

IV — CONCILIATION.

ART. 10. — En matière de conciliation, les chefs indigènes investis du pouvoir de conciliation peuvent percevoir à leur profit les taxes fixes suivantes :

1° — pour frais d'établissement et de remise de convocation 5 francs

2 — pour toute conciliation concernant un litige civil ou commercial :

A — si l'affaire est conciliée sans déplacement du juge conciliateur :

a) — Cercles de Lomé, Anécho, Klouto et Atakpamé 20 francs

b) — Cercles de Sokodé et Sansanné-Mango 10 francs

B — s'il y a transport sur les lieux du juge conciliateur :

a) — Cercles de Lomé, Anécho, Klouto et Atakpamé 50 francs

b) — Cercles de Sokodé et Sansanné-Mango 25 francs

ART. 11. — L'apposition de la formule d'affirmation sur les originaux des conventions qui résultent des conciliations donne lieu à perception au profit du Territoire d'une taxe fixe de 10 francs.

V — PERCEPTION.

ART. 12. — Les taxes instituées au profit du Territoire sont perçues par l'agent spécial sur un état de taxation établi par le président du tribunal.

ART. 13. — Les agents spéciaux établissent en fin de mois un état récapitulatif des recouvrements effectués avec l'indication des numéros et date des quittances délivrées et de leur inscription au livre-journal. Ils sont régularisés dans les formes ordinaires au titre du compte budgétaire.

« Taxes de justice indigène » Chapitre IV, article 2, paragraphe 10.

ART. 14. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 20 novembre 1932.

R. DE GUISE.

(Approuvé par télégramme ministériel n° 252 du 25 décembre 1932).

Peste bovine

ARRETE N° 594 déclarant infecté de peste bovine le canton de Koumea (cercle de Sokodé).

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
OFFICIER DE LA LÉION D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le télégramme N° 303 du 30 novembre 1932 du commandant de cercle de Sokodé;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Le canton de Koumea (cercle de Sokodé) est déclaré infecté de peste bovine.

ART. 2. — La circulation des troupeaux de bovidés y est formellement interdite pendant la durée de l'épizootie.

ART. 3. — L'administrateur du cercle de Sokodé prendra toutes mesures de protection et de désinfection et sera chargé de l'exécution du présent arrêté.

Klouto, le 7 décembre 1932.

R. DE GUISE.

Régime de l'observation sanitaire

ARRETE N° 595 plaçant les cantons de Bafilo, Soudou et Koumondé du cercle de Sokodé sous le régime de l'observation sanitaire et les rattachant au secteur de prophylaxie et de traitement de la trypanosomiase.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
OFFICIER DE LA LÉION D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu l'arrêté du 11 février 1927, instituant au Togo un service de prophylaxie et de traitement de la trypanosomiase;

Vu le décret du 27 décembre 1928, portant règlement de police sanitaire aux colonies;

Vu l'arrêté du 7 juillet 1929 mettant en observation sanitaire la subdivision de Lama-Kara; complété par l'arrêté du 27 septembre 1930;

Sur la proposition du chef du service de santé;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Les cantons de Bafilo, Soudou et Koumondé, du cercle de Sokodé, sont déclarés contaminés de trypanosomiase humaine et placés sous le régime de l'observation sanitaire.

ART. 2. — Ces cantons sont rattachés, au point de vue sanitaire, au secteur de prophylaxie et de traitement de la trypanosomiase.

ART. 3. — Les populations de ces cantons sont soumises aux dispositions des arrêtés sus-visés du 7 juillet 1929 et 27 septembre 1930 réglant le mode de circulation des indigènes originaires de la zone contaminée.

ART. 4. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Klouto, le 8 décembre 1932.

R. DE GUISE.

Régime pénitentiaire

ARRETE N° 596 portant modification à l'arrêté du 16 octobre 1923 réglementant le régime pénitentiaire dans le territoire du Togo.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
OFFICIER DE LA LÉION D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu l'arrêté du 16 octobre 1923 réglementant le régime pénitentiaire dans le territoire du Togo, ensemble les arrêtés des 25 septembre 1924, 4 décembre 1927, 26 janvier 1928 le modifiant et le complétant;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — La commission de surveillance prévue à l'article 37 de l'arrêté du 16 octobre 1923, réglementant le régime pénitentiaire dans le territoire du Togo déjà modifiée par arrêté du 25 septembre 1924, est modifiée ainsi qu'il suit :

1^o —

2^o — Un fonctionnaire désigné par décision du Commissaire de la République.

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Klouto, le 8 décembre 1932.

R. DE GUISE.

Rôle supplémentaire

PAR ARRÊTÉ DU 10 DÉCEMBRE 1932.

Est approuvé et rendu exécutoire le rôle supplémentaire afférent à l'exercice 1932, détaillé ci-après :

N°	CERCLE	NATURE DE L'IMPOT	MONTANT
280	Atakpamé	Taxe sur les armes perfectionnées	300 frs.

La date de mise en recouvrement est fixée au 20 décembre 1932.

Commission des mercuriales

ARRETE N° 602 modifiant l'arrêté du 3 juin 1927 instituant une commission des mercuriales.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
OFFICIER DE LA LÉION D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu l'arrêté du 3 juin 1927 instituant une commission des mercuriales, ensemble l'arrêté du 15 juin 1932 le modifiant;

Vu l'arrêté du 21 novembre 1932 supprimant l'emploi de chef du secrétariat général;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — L'article 1^{er} de l'arrêté du 3 juin 1927 modifié par l'arrêté du 15 juin 1932 est modifié à nouveau ainsi qu'il suit :

Il est institué à Lomé une commission chargée de l'établissement des mercuriales officielles relatives aux produits d'importation et exportation.

Elle est composée de la façon suivante :

L'inspecteur des affaires administratives	<i>Président</i>
Le chef du service des douanes	} <i>Membres</i>
Le chef du service de l'agriculture	
Le chef du service des affaires économiques	
Deux commerçants français	
Un commerçant étranger	
Un commerçant indigène	

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Klouto, le 13 décembre 1932.

R. DE GUISE.

Conseil économique et financier

ARRETE N° 603 complétant l'arrêté du 4 novembre 1924, créant dans le territoire du Togo un conseil économique et financier.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
OFFICIER DE LA LÉION D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu l'arrêté N° 258 du 4 novembre 1924 créant dans le territoire du Togo placé sous le mandat de la France un conseil économique et financier;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — L'article 2 de l'arrêté du 4 novembre 1924 créant dans le territoire du Togo un conseil économique et financier est modifié ainsi qu'il suit :

1°)

au lieu de : Le chef du secrétariat général,

mettre :

L'inspecteur des affaires administratives

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Klouto, le 13 décembre 1932.

R. DE GUISE.

Conseil supérieur d'hygiène

ARRETE N° 604 complétant l'art. 25 (nouveau) de l'arrêté du 11 août 1921 réglementant le fonctionnement des services médicaux au territoire et créant au Togo un conseil supérieur d'hygiène et de la salubrité publique.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
OFFICIER DE LA LÉION D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu l'arrêté du 11 août 1921 réglementant le fonctionnement des services médicaux au Togo, la police sanitaire maritime, l'hygiène et la salubrité publique, l'assistance médicale aux indigènes, le fonctionnement de l'ambulance européenne et de la pharmacie de Lomé, les mesures de prophylaxie contre les maladies contagieuses, épidémiques et endémiques et constituant à Lomé un laboratoire d'hygiène;

— Vu les arrêtés des 19 janvier 1923, 19 août 1924, 12 avril 1929, 29 avril et 12 décembre 1927, 24 février 1928, le modifiant ou le complétant;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — L'art. 25 (nouveau) de l'arrêté du 11 août 1921 par lequel est institué un conseil supérieur d'hygiène et de la salubrité publique, est modifié ainsi qu'il suit :

Au lieu de : le chef du secrétariat général, *membre mettre :*

L'inspecteur des affaires administratives, *membre*

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Klouto, le 13 décembre 1932.

R. DE GUISE.

Création d'une école régionale

DECISION N° 846 portant création d'une école régionale à Mango.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
OFFICIER DE LA LÉION D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu l'arrêté du 28 juin 1928 réorganisant l'enseignement officiel au Togo;

Vu la décision n° 762 du 12 novembre 1932 portant affectation;

Sur la proposition du chef du service de l'enseignement;

DECIDE :

ARTICLE PREMIER. — Est créée à Mango une école régionale qui fonctionnera conformément aux dispositions des articles 7 à 15 inclus de l'arrêté du 28 juin 1928.

ART. 2. — Les écoles du 1^{er} degré du cercle de Mango sont placées sous l'autorité et le contrôle du directeur de l'école régionale de Mango.

ART. 3. — La présente décision sera enregistrée, publiée et communiquée partout où besoin sera.

Klouto, le 14 décembre 1932.

R. DE GUISE.

Rôles supplémentaires

PAR ARRÊTÉ DU 21 DÉCEMBRE 1932 :

Sont approuvés et rendus exécutoires les rôles supplémentaires afférents à l'exercice 1932 détaillés ci-après :

N° DES RÔLES	CERCLES	NATURE DE L'IMPOT			MONTANT TOTAL
		Patentes	Principal	Centimes Additionnels	
281	Lomé		500	175	675
		Taxe sur les véhicules			
282	Lomé		300	90	390

La date de mise en recouvrement est fixée au 27 décembre 1932.

Commission d'adjudication du service local

ARRETE N° 611 fixant la composition de la commission d'adjudication du service local.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
OFFICIER DE LA LÉION D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu l'arrêté n° 139 du 17 juin 1924 portant organisation du magasin général du service local du territoire du Togo;

Vu l'arrêté du 27 janvier 1927 instituant une commission d'adjudication du service local;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — La composition de la commission d'adjudication du service local instituée par arrêté du 27 janvier 1927 est fixée comme suit :

M.M. Le chef du bureau des services financiers *Président*
Le chef de la subdivision de Lomé du service des travaux publics
Le chef du service de la voie et bâtiments du chemin de fer *Membres*
Le chef de la section du matériel *Secrétaire*

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 21 décembre 1932.

R. DE GUISE.

Régime pénitentiaire

ARRETE N° 612 portant modification à l'arrêté du 16 octobre 1923 réglementant le régime pénitentiaire dans le territoire du Togo.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
OFFICIER DE LA LÉION D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu l'arrêté du 16 octobre 1923 réglementant le régime pénitentiaire au Togo, ensemble les arrêtés des 25 septembre 1924, 4 décembre 1927, 26 janvier 1928, 7 mai 1930, 8 décembre 1932 le modifiant ou le complétant;

Vu l'arrêté du 2 mars 1932 réorganisant le service des travaux publics;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — La composition de la commission de surveillance prévue à l'article 37 de l'arrêté sus-visé du 16 octobre 1923 réglementant le régime pénitentiaire au Togo, est rétablie ainsi qu'il suit :

3° — Le chef du service des travaux publics ou son délégué.

ART. 2. — Sont abrogées toutes dispositions antérieures contraires au présent arrêté notamment l'arrêté sus-visé du 7 mai 1930.

ART. 3. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 21 décembre 1932.

R. DE GUISE.

Changement d'imputation de dépenses

ARRETE N° 613 portant changement d'imputation de dépenses.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
OFFICIER DE LA LÉION D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu les arrêtés N° 256 du 16 mai 1931, 685 du 11 décembre 1931, 636 du 16 novembre 1931 et le contrat en date du 21 février 1931 intervenu entre le territoire et la Société Agricole mutuelle de Sokodé;

Vu l'arrêté N° 240 du 9 mai 1932 portant changement d'imputation de dépenses;

Le conseil d'administration entendu;

ARRETE

ARTICLE PREMIER. — Les subventions aux sociétés agricoles dues actuellement par le Territoire en exécution des textes sus-visés, savoir :

Société agricole de Lomé — échéances des 1 ^{er} août et 1 ^{er} novembre	25.000,00
Société agricole d'Anécho — échéances des 1 ^{er} juin, 1 ^{er} septembre et 1 ^{er} décembre	48.750,00
Société mutuelle agricole de Sokodé — échéances de juin à décembre	16.700,00

seront payées sur les crédits du chapitre XV, article 5, § 3 du budget local 1932.

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

Lomé, le 21 décembre 1932.

R. DE GUISE.

Interdiction des feux de brousse

ARRETE N° 614 portant interdiction des feux de brousse.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
OFFICIER DE LA LÉION D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 6 mars 1877 rendant le code pénal métropolitain applicable dans les colonies du Sénégal et dépendances de Saint-Pierre et Miquelon, de Mayotte et de Nossi-Be de la Cochinchine, de la Nouvelle-Calédonie et des Etablissements français de l'Océanie;

Vu le décret du 22 mai 1924 fixant la législation applicable au Togo et au Cameroun;

Vu le décret du 22 novembre 1922 portant organisation de la justice indigène au Togo;

Vu le décret du 16 novembre 1924 portant réorganisation de la justice française en Afrique occidentale française; ensemble l'arrêté du 31 janvier 1925 rendant applicable au Togo les dispositions du décret du 16 novembre 1924;

Le conseil d'administration entendu;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Les feux de brousse sont interdits dans toute l'étendue du Territoire, sauf autorisation particulière délivrée par le commandant du cercle ou le chef de la subdivision intéressés.

Ils sont interdits dans tous les cas dans un rayon de cinq cent mètres de toute forêt, de tout massif boisé, périmètre de reboisement et pépinière.

Les surfaces pour lesquelles une autorisation a été accordée doivent être au préalable limitées par une zone débroussaillée et désherbée d'au moins quinze mètres de large.

ART. 2. — Quiconque aura contrevenu aux dispositions de l'article 1^{er} du présent arrêté en allumant un feu sans autorisation ou sans avoir pris les précautions nécessaires sera puni d'une amende de 1 à 100 francs et d'un emprisonnement de 1 à 15 jours ou de l'une de ces deux peines seulement sans préjudice des dommages-intérêts.

Les collectivités indigènes seront pécuniairement responsables des infractions commises dans leur voisinage à moins qu'elles puissent établir que le délit a été commis par un étranger à la collectivité.

ART. 3. — Les infractions au présent arrêté seront constatées par les fonctionnaires et agents du Territoire habilités à cet effet par arrêté du Commissaire de la République.

ART. 4. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 21 décembre 1932.

R. DE GUISE.

Subvention

ARRETE N° 615 constatant la non exécution par la Société Jacquot-Jacquet de l'article 2 de l'arrêté du 4 avril 1931 lui accordant une subvention de dix mille francs.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
OFFICIER DE LA LÉION D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu l'arrêté du 4 mars 1930 créant un système d'avances et de primes destinées à l'agriculture;

Vu l'arrêté du 4 avril 1931 accordant une subvention de dix mille francs à la Société Jacquot-Jacquet;

Vu la lettre en date du 29 juillet 1932 de la Société Jacquot-Jacquet;

Le conseil d'administration entendu;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Est constatée la non exécution par la Société Jacquot-Jacquet des prescriptions de l'article 2 de l'arrêté du 4 avril 1931 lui accordant une subvention de dix mille francs dont le montant devait être obligatoirement employé à l'achat d'un alambic et à l'installation d'une distillerie d'essence de plantes aromatiques.

Le remboursement de la dite subvention sera poursuivi contre la Société Jacquot-Jacquet.

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 21 décembre 1932.

R. DE GUISE.

ARRETE N° 616 accordant une subvention de dix mille francs à la Société Jacquot-Jacquet.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,

OFFICIER DE LA LÉION D'HONNEUR,

COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 30 décembre 1912 sur le régime financier des colonies;

Vu la lettre du 29 juillet 1932 de la Société Jacquot-Jacquet;
Le conseil d'administration entendu;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Une subvention de dix mille francs est accordée à la Société JACQUOT-JACQUET.

La dépense est imputable au chapitre XV article 5 paragraphe 3 du budget local 1932.

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 21 décembre 1932.

R. DE GUISE.

Personnel des travaux publics

ARRETE N° 619 modifiant l'arrêté du 7 octobre 1929, portant organisation du cadre du personnel des travaux publics du Togo (composition de la commission de classement).

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,

OFFICIER DE LA LÉION D'HONNEUR,

COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 11 septembre 1920, supprimant la formalité de l'approbation ministérielle pour certains arrêtés;

Vu l'arrêté du 7 octobre 1929, portant organisation du cadre du personnel des travaux publics du Togo, ensemble les textes modificatifs subséquents;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — L'article 15 de l'arrêté susvisé du 7 octobre 1929 est modifié de la façon suivante :

Article 15. — La commission de classement du personnel des travaux publics du Togo est composée comme suit :

Président :

Un administrateur en chef des colonies.

Membres :

Le chef du service des travaux publics,

Le chef du cabinet du Commissaire de la République,

Le chef du bureau du personnel,

Un ingénieur ou ingénieur-adjoint du cadre général des travaux publics des colonies,

et deux agents du cadre des travaux publics du Togo désignés par le Commissaire de la République et choisis parmi les agents du grade le plus élevé en service au chef-lieu. Ces agents ne prennent pas part

aux votes concernant les candidats d'un grade égal ou supérieur au leur, mais ils continuent, dans ce cas, à assister aux délibérations de la commission à moins qu'ils ne soient eux-mêmes l'objet d'une proposition.

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 21 décembre 1932.

R. DE GUISE.

Personnel du chemin de fer

ARRETE N° 620 modifiant l'arrêté du 7 octobre 1929 organisant le cadre du personnel du chemin de fer du Togo (composition de la commission de classement).

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,

OFFICIER DE LA LÉION D'HONNEUR,

COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 11 septembre 1920, supprimant la formalité de l'approbation ministérielle pour certains arrêtés;

Vu l'arrêté du 7 octobre 1929, organisant le cadre du personnel du chemin de fer du Togo, ensemble des textes modificatifs subséquents;

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER. — L'article 24 de l'arrêté susvisé du 7 octobre 1929 est modifié de la façon suivante :

Art. 24. — La commission de classement du personnel du chemin de fer du Togo est composée comme suit :

Président :

Un administrateur en chef des colonies

Membres :

Le chef du service des travaux publics;

Le chef du cabinet du Commissaire de la République;

Le chef du service des chemins de fer et du wharf;

Le chef du bureau du personnel;

Et deux agents du cadre du chemin de fer du Togo désignés par le Commissaire de la République et choisis autant que possible parmi les agents de grade le plus élevé en service au chef-lieu. Ils ne prennent pas part aux votes concernant les candidats d'un grade égal ou supérieur au leur, mais ils continuent dans ce cas, à assister aux délibérations de la commission, à moins qu'ils ne soient eux-mêmes l'objet d'une proposition.

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

Lomé, le 21 décembre 1932.

R. DE GUISE.

Personnel de l'enseignement

ARRETE N° 621 modifiant l'arrêté du 12 décembre 1927, créant un cadre supérieur de l'enseignement au Togo (composition de la commission de classement.)

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,

OFFICIER DE LA LÉON D'HONNEUR,

COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 11 septembre 1920, supprimant la formalité de l'approbation ministérielle pour certains arrêtés;

Vu l'arrêté du 12 décembre 1927, créant un cadre supérieur de l'enseignement au Togo, ensemble les textes modificatifs subséquents;

Le conseil d'administration entendu;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — L'article 19 de l'arrêté sus-visé du 12 décembre 1927 est modifié de la façon suivante:

Art. 19. — La commission de classement du personnel enseignant est composée comme suit :

Président :

Un administrateur en chef des colonies.

Membres :

Le chef du service de l'enseignement;

Le chef du cabinet;

Deux fonctionnaires du cadre supérieur de l'enseignement.

Ces deux derniers membres ne participent pas aux discussions et au vote concernant les candidats de grade égal ou supérieur au leur.

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 21 décembre 1932.

R. DE GUISE.

Alcools

ARRETE N° 624 fixant le contingent des alcools dénaturés et alcools méthyliques impropres à la consommation de bouche à admettre à l'importation pour l'année 1933 et déterminant la répartition individuelle de ce contingent.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,

OFFICIER DE LA LÉON D'HONNEUR,

COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu l'arrêté du 22 octobre 1929 portant réglementation de l'alcool dans le territoire du Togo;

Sur la proposition du président de la chambre de commerce;

Le conseil d'administration entendu;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Le contingent à l'importation des alcools visés à l'article 9 de l'arrêté du 22 octobre 1929 est fixé, pour l'année 1933, à huit mille (8.000) litres.

ART. 2. — La répartition de ce contingent est fixée comme suit :

F. A. O.	875 litres
C. G. C. A.	800 —
Eychenne	800 —
S. G. G. G.	900 —
C. I. C. A.	900 —
S. T. A. O.	100 —
U. A. Cie	800 —
Ecole professionnelle	150 —
S. C. O. A.	900 —
D. T. G.	200 —
Comptoirs coloniaux	125 —
G. B. Ollivant	800 —
Industrielle coloniale	50 —
John Holt	600 —
Soit au total	8.000 —

ART. 3. — Sont exclus du contingentement les alcools dénaturés introduits, par les divers services administratifs, et notamment, le service de santé.

ART. 4. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 21 décembre 1932.

R. DE GUISE.

**Magasin du matériel du service de la construction
du central togolais.**

ARRETE N° 625 portant création à Lomé d'une annexe au magasin du matériel du service de la construction du central togolais.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;
Vu le décret du 30 décembre 1912 sur le régime financier des colonies;

Vu le décret du 22 décembre 1904 sur la comptabilité des matières appartenant à l'Etat;

Vu l'instruction générale du 16 janvier 1905 sur la comptabilité des matières appartenant à l'Etat au compte du département des colonies spécialement en ses articles 34 à 41;

Vu l'arrêté N° 348 du 29 juin 1929 fixant le tableau des indemnités de fonctions et de responsabilité des fonctionnaires, employés et agents civils et militaires en service au Territoire;

Vu l'arrêté N° 255 du 9 mai 1930 établissant les règles de la comptabilité des matières au service des travaux neufs du chemin de fer;

Vu la circulaire 122 CS. du 31 juillet 1931 concernant la comptabilité d'emploi du matériel des prestations allemandes;

Vu le rapport N° 847 TN du 19 novembre 1932 du chef du bureau des services financiers et l'approbation du 22 novembre de Monsieur le Commissaire de la République;

Le conseil d'administration entendu;

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER. — Il est créé à Lomé une annexe du magasin du matériel du service de la construction du chemin de fer central togolais, dont le siège est actuellement à Akaba (cercle d'Atakpamé).

ART. 2. — Cette annexe fonctionnera conformément aux dispositions des articles 34 et 41 de l'instruction générale du 16 janvier 1905 sur la comptabilité des matières appartenant à l'Etat au compte du département des colonies.

ART. 3. — L'agent du transit des travaux neufs à Lomé remplira cumulativement avec ses fonctions, celles de gérant de cette annexe.

Il percevra à ce titre une indemnité de fonction de 1.800 frs. par an.

ART. 4. — Le paragraphe d) de l'arrêté 416 du 24 juillet 1930 fixant la composition de la commission ordinaire des recettes du service des travaux neufs ainsi conçu :

« La commission de recette du service des voies de pénétration et du wharf opérera le cas échéant, pour les réceptions de matériel destiné au service des travaux neufs » est abrogé et remplacé comme suit :

d) Service de la construction du chemin de fer central togolais :

Le chef du bureau des finances et du matériel,

Président

Le chef du service de l'exploitation ou de la traction du chemin de fer,

Membres

Le chef de la section de l'emprunt aux services financiers,

ART. 5. — Le présent arrêté qui aura son effet pour compter du 1^{er} janvier 1933 sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

Lomé, le 21 décembre 1932.

R. DE GUISE.

Caisse de réserve

ARRETE N° 626 autorisant un prélèvement ordinaire sur la caisse de réserve.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 30 décembre 1912 sur le régime financier des colonies, spécialement en son article 262;

Le conseil d'administration entendu;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Un prélèvement ordinaire de trois millions de francs (3.000.000 frs.) sera effectué sur la caisse de réserve du Territoire pour faire face à une insuffisance momentanée des recettes du budget local 1932.

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

Lomé, le 21 décembre 1932.

R. DE GUISE.

Budget du chemin de fer

ARRETE N° 628 portant ouverture de crédit supplémentaire au budget annexe du chemin de fer et du wharf. — Exercice 1932.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 30 décembre 1912 sur le régime financier des colonies;

Vu le décret du 13 avril 1932 portant approbation des budgets du Togo pour l'exercice 1932;

Vu l'urgence et sous réserve d'approbation ultérieure par décret et en conseil d'administration;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Il est ouvert au budget annexe du chemin de fer et du wharf — Exercice 1932 — le crédit supplémentaire suivant :

Chapitre III. — Matériel 650.000 francs

ART. 2. — Il sera fait face à l'ouverture de ce crédit supplémentaire au moyen de l'annulation du crédit suivant :

Chapitre I — Personnel 650.000 francs

ART. 3. — Le chef du service du chemin de fer, ordonnateur du budget annexe du chemin de fer est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Lomé, le 21 décembre 1932.

R. DE GUISE.

Budgets du Togo

ARRETE No 660 rendant provisoirement exécutoires les budgets du Togo pour l'exercice 1933.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,

OFFICIER DE LA LÉION D'HONNEUR,

COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;
Vu le décret du 30 décembre 1912, sur le régime financier des colonies;

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER. — Sont rendus provisoirement exécutoires les budgets ci-après du Togo pour l'année 1933, savoir :

Budget local arrêté en recettes et en dépenses à la somme de 34.127.500 francs;

Budget annexe de la santé publique et de l'assistance médicale indigène arrêté en recettes et en dépenses à la somme de 4.160.000 francs.

Budget de l'emprunt arrêté en recettes et en dépenses à la somme de 18.233.000 francs.

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

Lomé, le 30 décembre 1932.

R. DE GUISE.

MODIFICATION à la classification des logements du chef-lieu. Annexe 1 à l'arrêté no 364 du 8 juillet 1932.

Le bâtiment dit du câble (logement ouest à trois pièces figurant à la deuxième catégorie, est classé à la 1^{re} catégorie.

NOMINATIONS, MUTATIONS, ETC. CONCERNANT LE PERSONNEL

PERSONNEL EUROPÉEN

ACTES DU POUVOIR CENTRAL

Agriculture

Par décret en date du 11 novembre 1932, rendu sur la proposition du ministre des colonies, les fonctionnaires dont les noms suivent, qui ont subi avec succès

l'examen d'ensemble de fin d'études de la section agromique de l'institut national d'agronomie coloniale, ont été nommés à l'emploi d'ingénieur adjoint de 3^e classe des travaux d'agriculture, pour compter du 20 août 1932 :

M. M. ROBIN (Elie-Victor-René), conducteur en chef des travaux agricoles du cadre local du Togo.

PIERRON (René-Gaston), conducteur des travaux agricoles du cadre local du Togo.

Tableau complémentaire d'avancement du personnel des services de l'agriculture dans les colonies autres que l'Indochine pour l'année 1932.

Pour la 2^e classe du grade d'ingénieur adjoint.

M.

ALIBERT (Henri), ingénieur adjoint de 3^e classe.

Météorologie

Tableau complémentaire d'avancement du personnel des ingénieurs météorologistes coloniaux pour l'année 1932.

Pour la titularisation et la nomination à la 3^e classe du grade d'ingénieur adjoint.

(A compter du 13 avril 1932.)

M. CARON (Jules), ingénieur adjoint stagiaire.

ACTES DU POUVOIR LOCAL

Démission

Par arrêté du :

19 décembre 1932. — Est acceptée pour compter du jour de l'expiration du congé de convalescence accordé par la décision du 12 mars 1932, la démission de son emploi offerte par M. DOUMERC, commis stagiaire des services civils du Togo.

Résiliation de contrat

Par arrêté du :

9 décembre 1932. — Est résilié pour suppression d'emploi le contrat intervenu le 29 avril 1932 entre le Commissaire de la République française au Togo et M. FIGAROLLI.

Affectations

Par décisions des :

8 décembre 1932. — M. ABOUARD, ingénieur de 1^{re} classe des services scientifiques et techniques de l'agriculture, est nommé adjoint au chef du service de l'agriculture.

M. GAILLAGUET, conducteur principal des travaux d'agriculture, est affecté à la circonscription agricole du sud.

13 décembre 1932. — M. MOURAGUES, élève administrateur des colonies, nouvellement désigné pour servir au Togo, est affecté au cabinet du Commissaire de la République.

Le médecin lieutenant GROSPERRIN, est affecté à la subdivision sanitaire de Palimé.

Le médecin lieutenant BERTRAND, est affecté au poste d'observation sanitaire de Lama-Kara. Il rejoindra son poste à une date qui sera ultérieurement fixée.

17 décembre 1932. — M. DARNOIS, commis des services civils du Togo, en service au bureau des services financiers, est mis à la disposition du commandant de cercle de Lomé et chargé de l'agence intermédiaire, en remplacement de M. WALLON, comptable du cadre des travaux publics du Togo, qui reste à la disposition du commandant de cercle de Lomé.

M. BARBARROUX René, vérificateur hors classe des douanes, est nommé chef du bureau des douanes de Lomé.

20 décembre 1932. — M. VAN ORMELINGEN, administrateur-adjoint de 1^{re} classe des colonies, est mis à la disposition du commandant de cercle de Sokodé pour remplir les fonctions de chef de la subdivision de Bassari et de président du tribunal de subdivision.

M. VAN ORMELINGEN exercera cumulativement les fonctions d'agent intermédiaire et de régisseur de prison.

21 décembre 1932. — M. CHAMPION, directeur de l'école régionale de Mango, est chargé de l'économat de l'internat des fils de chefs de Mango.

Indemnité de campement

Par décision du :

9 décembre 1932. — Il est alloué à M. MASSON, chef surveillant des travaux publics en service à Kouméa (cercle de Sokodé) l'indemnité de campement prévue pour les agents de sa catégorie.

Indemnité de transport

Par décisions des :

8 décembre 1932. — Le conducteur des travaux agricoles M. PIERRON, est autorisé à utiliser sa voiture automobile pour les besoins du service.

M. PIERRON, propriétaire d'une voiture automobile Chevrolet 14 G.V. aura droit à une indemnité de 1 fr. 20 par kilomètre parcouru.

En raison des fonctions particulières de l'intéressé, il percevra une indemnité forfaitaire mensuelle de 120 francs pour ses déplacements à l'intérieur du périmètre urbain de Lomé.

9 décembre 1932. — Est et demeure rapportée la décision n° 679 du 6 octobre 1932, autorisant Mr. BERLIE, comptable-gestionnaire du magasin matériel des travaux neufs, à utiliser sa motocyclette pour les besoins de son service et lui donnant droit à l'indemnité annuelle de 1.200 francs ainsi qu'aux divers avantages énumérés dans l'arrêté du 16 novembre 1931.

14 décembre 1932. — Le sergent-chef CEYSSAT, en service au cercle de Sokodé, est autorisé à utiliser sa motocyclette pour les besoins du service.

Le sergent-chef CEYSSAT, aura droit à une indemnité annuelle de mille deux cents francs (1.200 frs.) ainsi qu'à la fourniture des carburants et lubrifiants nécessaires.

Congés

Par décision du :

21 décembre 1932. — Un congé de convalescence de 6 mois est accordé à Monsieur GUIRAUD Xavier.

Passages

Par décisions des :

10 décembre 1932. — Une réquisition de passage de retour en 1^{re} classe (2^e catégorie) sur le paquebot *Hoggar*, attendu à Lomé vers le 1^{er} janvier 1933, est accordée à M. THOMAS, contrôleur de 1^{re} classe des douanes dont la période de détachement est venue à expiration.

24 décembre 1932. — Une réquisition de passage en 2^e classe, 3^e catégorie, de Lomé à Pointe-Noire, est accordée à M. FIGAROLI Francisco, agent contractuel sur le paquebot *Amérique*, devant toucher Lomé vers le 29 décembre.

PERSONNEL INDIGÈNE

Révocations

Par arrêtés des :

8 décembre 1932. — Le garde frontière de 1^{re} classe GALAM Michel, en service au poste des douanes de Batomé, est révoqué de ses fonctions.

17 décembre 1932. — Le mécanicien-conducteur de 5^e classe MENSAN ATTIOGBE, est révoqué de ses fonctions pour compter du 21 septembre 1932.

Prolongation de stage

Par décision du :

9 décembre 1932. — Une prolongation de 6 mois de stage est imposée au surveillant auxiliaire KOUNAKE Eugène en service à Lomé à compter du 15 décembre 1932 date à laquelle il a terminé sa première période de stage.

Absence irrégulière

Par décision du :

21 décembre 1932. — Est constatée pour compter du 14 décembre 1932 l'absence sans autorisation du commis-expéditionnaire AVITÉ-GABA, en service aux travaux publics.

Affectations

Par décisions des :

13 décembre 1932. — Le commis-expéditionnaire de 6^e classe DE SOUZA Théodore, en service au bureau des services financiers, est mis à la disposition de M. l'inspecteur des colonies, chef de la mission du Togo.

17 décembre 1932. — Le commis-expéditionnaire auxiliaire (2^e échelon) Cosme ABAGLO, en service aux travaux neufs, est mis à la disposition du commandant de cercle de Lomé, pour servir à la subdivision de Tsévié.

Le médecin auxiliaire de 1^{re} classe après cinq ans DOMINIQUE Hospice, provisoirement chargé de la subdivision sanitaire de Palimé, est affecté à la Polyclinique de Lomé.

Congés

Par décisions des :

8 décembre 1932. — Un congé de 30 jours, avec traitement du 1^{er} au 30 janvier 1933 inclus, est accordé à M. PANOU Pierre, moniteur de 4^e classe, en service à Dapango (cercle de Mango), pour en jouir à Anécho.

9 décembre 1932. — Un congé de 30 jours avec traitement du 18 décembre 1932 au 16 janvier 1933 inclus, est accordé à M. AMÉGAVI KOUÉVI, maître-ouvrier de 7^e classe en service à Sokodé, pour en jouir à Anécho.

Un congé de 30 jours, avec traitement du 18 décembre 1932 au 16 janvier 1933 inclus, est accordé à M. ASSOGBA, maître-ouvrier de 7^e classe, en service à Sokodé, pour en jouir à Atakpamé.

13 décembre 1932. — Un congé de 30 jours, avec traitement, est accordé à M. HOUNOU Thomas, préposé de 5^e classe, en service au bureau des douanes, pour en jouir au Territoire.

Un congé de maternité de 30 jours, avec traitement du 5 décembre 1932 au 4 janvier 1933 inclus, est accordé à la sage-femme auxiliaire de 3^e classe M^{me} BONIN née TEVI, en service à Palimé, pour en jouir à Palimé.

17 décembre 1932. — Un congé de 3 mois pour maladie, avec traitement du 15 novembre 1932 au 14 février 1933 inclus, est accordé à M. TABALORI, surveillant de route de 2^e classe en service à Bassari (cercle de Sokodé) pour en jouir à Biron (canton de Sion, cercle de Sokodé).

Un congé de 30 jours, avec traitement, du 15 janvier au 13 février 1933 est accordé au commis-expéditionnaire de 5^e classe DA SILVA PEREIRA, en service à Anécho, pour en jouir à Ouidah (Dahomey).

Un congé de 50 jours, avec traitement du 12 décembre 1932 au 30 janvier 1933 inclus, est accordé à M. AGRODIAN Joseph, moniteur de 4^e classe en service à l'école régionale de Sokodé, pour en jouir à Porto-Ségu-ro (cercle d'Anécho).

Un congé de 57 jours, avec traitement du 5 décembre 1932 au 30 janvier 1933 inclus, est accordé à M. MOREIRA Benoît, instituteur auxiliaire de 1^{re} classe, en service à Sokodé, pour en jouir à Atakpamé.

Un congé de 25 jours, avec traitement du 9 décembre 1932 au 2 janvier 1933 inclus, est accordé à M. TOULEASSI Jean, moniteur de 6^e classe, en service à l'école régionale de Lomé, pour en jouir à Amou-Oblô (cercle d'Atakpamé).

Un congé de 50 jours, avec traitement du 12 décembre 1932 au 30 janvier 1933 inclus, est accordé à M. TEKOE Alexandre, instituteur auxiliaire de 1^{re} classe, en service à l'école régionale de Sokodé, pour en jouir à Anécho.

Un congé de 45 jours, avec traitement du 10 décembre 1932 au 23 janvier 1933 inclus, est accordé à M. FREITAS Paulin, instituteur auxiliaire de 1^{re} classe, en service à Bassari (Sokodé), pour en jouir à Palimé (Klouto).

Un congé de 56 jours, avec traitement du 8 décembre 1932 au 1^{er} février 1933 inclus, est accordé à M. ZINZOGAN Léonard, moniteur de 3^e classe en service à l'école régionale de Lomé, pour en jouir à Ouidah (Dahomey).

Un congé de 30 jours, avec traitement du 21 décembre 1932 au 19 janvier 1933 inclus, est accordé à M. DJOSSOUVI Dominique, facteur enregistreur de 3^e classe, en service au chemin de fer, pour en jouir au Togo.

21 décembre 1932. — Une permission de 15 jours, avec traitement, du 1^{er} au 15 janvier 1933 inclus, est accordée à M. TEREVI Jacob, garde frontière de 2^e classe, en service à la brigade des douanes de Lomé, pour en jouir à Anécho.

Une permission de longue durée de 6 mois avec solde de présence, du 1^{er} janvier au 30 juin 1933 inclus, est accordée à M. RANDOLPH Léopold, instituteur-adjoint du cadre secondaire de l'A. O. F., en service à l'école régionale de Lomé, pour en jouir au Togo et au Dahomey.

Un congé de 60 jours, avec traitement du 2 janvier au 2 mars 1933 inclus, est accordé à M. KEMPSON Frantz, interprète de 1^{re} classe, en service au tribunal de Lomé, pour en jouir à Anécho.

Une permission de 15 jours, avec traitement du 26 décembre 1932 au 9 janvier 1933 inclus, est accordée à M. AZOUMA Pierre, mécanicien-conducteur de 5^e classe stagiaire, en service au chemin de fer, pour en jouir à Anécho.

24 décembre 1932. — Un congé de 30 jours pour maladie, avec solde de présence du 23 décembre 1932 au 21 janvier 1933 inclus, est accordé au chef d'équipe de 8^e classe des travaux publics GBOUSSOU Augustin, pour en jouir au Togo.

Un congé de 60 jours pour maladie, avec solde de présence du 23 décembre 1932 au 20 février 1933 inclus, est accordé à l'aide médecin de 3^e classe ACCROBESSI Marcellin, pour en jouir au Togo.

Sanctions disciplinaires

Par décisions des :

8 décembre 1932. — Une punition de 15 jours de suspension de solde est infligée à chacun des surveillants dont les noms suivent :

Eugène KOUNAKÉ en service au bureau de Lomé.

LASSEY Antoine,

KOUASSI Johannes

en service au bureau d'Atakpamé pour négligences répétées dans le service.

9 décembre 1932. — Une punition de 8 jours de suspension de solde est infligée à M. Joseph KOEVI, ouvrier de 3^e classe des travaux publics, pour négligence dans le service.

17 décembre 1932. — Un blâme avec inscription au dossier est infligé au commis de 3^e classe des P. T. T. COSMAS AKOUERÉ, en service à Anécho.

21 décembre 1932. — Une punition de 10 jours de suspension de solde est infligée au moniteur de 4^e classe PANOU Pierre, en service à Dapango, pour avoir avancé de trois jours la date de fermeture de sa classe.

Une punition de 8 jours de retenue de solde est infligée au chef de train de 8^e classe RAYMONDO Félix pour faute grave dans le service.

FORCES DE POLICE

Rengagements

Par arrêté du :

19 décembre 1932. — Sont rengagés pour 3 ans dans les forces de police à compter du :

22 novembre 1932. — KOMOU, milicien 1^{re} classe Mle M/32 de la section Sokodé.

7 décembre 1932. — SONIA, milicien 1^{re} classe Mle M/54 de la section Sokodé.

28 décembre 1932. — GAOUA, brigadier 2^e classe Mle 613, du peloton de Sokodé.

Congés

Un congé de 30 jours avec traitement et gratuité de transport (aller & retour) est accordé à chacun des gardes ci-après, du peloton des travaux neufs :

PASSEBA, garde 1^{re} classe Mle 151, accompagné de sa femme, pour en jouir à Bassari (cercle de Sokodé).

BOUKARY H, garde 1^{re} classe Mle 348, accompagné de sa femme & 2 enfants, pour en jouir à Sokodé.

Sanctions disciplinaires

a) Est portée à 15 jours de prison dont 8 avec retenue de solde la punition de 2 jours de prison infligée le 18 novembre 1932 par le commandant du cercle d'Atakpamé au garde de 1^{re} classe TIEKOURA BOUGONA, Mle 347 ayant facilité par négligence l'évasion d'un détenu confié à sa surveillance.

b) Est rétrogradé et remis garde de 2^e classe à compter du 19 novembre 1932, le garde de 1^{re} classe BAYASSE, Mle 522 du peloton d'Atakpamé, pour « inexécution d'ordres donnés par son chef de peloton ».

c) Sont révoqués à compter du :

20 novembre 1932. — KARIMOU DAHO, garde 2^e classe Mle 732, du peloton d'Anécho, pour « avoir laissé sans surveillance pendant toute une nuit 2 prisonniers dont il avait la garde ».

Régularisation (T. O. 484 du 21 novembre 1932).

à compter du :

22 novembre 1932. — ALASSA, sergent, Mle M/11, de la section de Sokodé, pour « mauvaise manière habituelle de servir ».

Régularisation (T. O. 493 du 22 novembre 1932).

ALI IV, milicien 1^{re} classe Mle M/127, de la Section de Sokodé, pour « scandale à l'occasion du service ».

Régularisation (T. O. 493 du 22 novembre 1932).

Licenciements

Sont licenciés pour fin de contrat non renouvelé à compter du :

1^{er} janvier 1933. — BEDA, milicien 2^e classe Mle M/159, de la compagnie de milice.

15 janvier 1933. — MABIA, garde 2^e classe Mle 316, du peloton d'Atakpamé.

CESSIONS

Par décisions des :

8 décembre 1932. — Le prix unitaire de cession des cartes géographiques de l'A. O. F. et des colonies du groupe de l'A. O. F., cédées par le service local du Togo est fixé à 12 francs.

19 décembre 1932. — Le prix unitaire de cession du livre de lecture intitulé « *Mon ami Koffi* » cédé par le service local du Togo est fixé à 10 frs. 80.

Ce prix n'est susceptible d'aucune majoration.

CHEF DU SECRÉTARIAT GÉNÉRAL

« ad hoc »

Par arrêté du :

14 décembre 1932. — M. BAUCHÉ, administrateur en chef des colonies, inspecteur des affaires administratives est désigné comme chef du secrétariat général « ad hoc » pour siéger à la séance du conseil d'administration du 21 décembre 1932.

COMMISSIONS

Par décisions des :

8 décembre 1932. — La commission prévue à l'article 11, paragraphe 3 du décret du 5 août 1910, composée de :

M. M. COSTARRAMONE, ingénieur en chef des travaux publics.	} <i>Président</i>
Bouquet, administrateur de 1 ^{re} classe des colonies.	
GARNIER, ingénieur adjoint de 2 ^e classe des travaux publics.	} <i>Membres</i>

se réunira sur la convocation de son président en vue de donner son avis sur le classement définitif dans le cadre auxiliaire des travaux publics de l'A. O. F. de M. De Guise René, adjoint technique de 2^e classe à titre provisoire dudit cadre.

10 décembre 1932. — La commission de classement du personnel des trésoreries coloniales prévues à l'article 22 du décret du 6 août 1921 et composée de :

M. M. BAUCHÉ, administrateur en chef des colonies, délégué du Commissaire de la République.	} <i>Président</i>
De SAINT-ALARY, administrateur de 1 ^{re} classe des colonies, chef du bureau des services financiers.	
JAFFEUX, trésorier-payeur du Togo.	} <i>Membres</i>
Bousquet, payeur de 1 ^{re} classe de la trésorerie du Togo.	
Conso, commis des services civils (sans voix délibérative).	<i>Secrétaire</i>

se réunira au bureau du personnel le 13 décembre 1932, à 16 heures, en vue de procéder à l'établissement du tableau d'avancement du personnel du cadre de la trésorerie du Togo, pour l'année 1933.

La composition de la commission consultative chargée d'examiner les demandes de rachat de créances sur la B. F. A., nommée par décision du 17 octobre 1931 est modifiée ainsi qu'il suit :

M. l'inspecteur des affaires administratives *Président*

23 décembre 1932. — Une commission composée de :

M. M. BAUCHÉ, inspecteur des affaires administratives.	} <i>Président</i>
Bouquet, commandant du cercle de Lomé,	
LEFEVRE, chef du service de santé,	} <i>Membres</i>
THEBAULT, procureur de la République,	
COSTARRAMONE, chef du service des travaux publics,	
PEYROTTE, chef du service des domaines,	
BERNARD, chef du bureau de l'administration générale,	

se réunira au bureau de l'inspection des affaires administratives, sur la convocation de son président, pour l'examen et la mise au point d'un projet d'arrêté portant réglementation des sépultures au Togo.

24 décembre 1932. — La commission prévue à l'article 19 de l'arrêté du 12 décembre 1927 et composée de :

M. M. BAUCHÉ administrateur en chef des colonies, inspecteur des affaires administratives.	} <i>Président</i>
REMY, administrateur de 1 ^{re} classe des colonies, chef du cabinet,	
IMBERT, inspecteur de l'enseignement, chef du service de l'enseignement,	} <i>Membres</i>
M ^{me} PATANCHON, institutrice principale du cadre supérieur de l'enseignement au Togo,	
M. MARTIN, instituteur principal du cadre supérieur de l'enseignement au Togo,	

se réunira au bureau du personnel le 28 décembre 1932, à 9 heures, en vue de procéder à l'établissement du tableau d'avancement du personnel du cadre supérieur de l'enseignement au Togo pour l'année 1933.

La commission de classement prévue à l'article 15 de l'arrêté du 7 octobre 1929 et composée de :

M. M. BAUCHÉ, administrateur en chef des colonies, inspecteur des affaires administratives.	} <i>Président</i>
COSTARRAMONE, ingénieur en chef du cadre général des travaux publics, chef du service des travaux publics,	
REMY, administrateur de 1 ^{re} classe des colonies, chef du cabinet,	} <i>Membres</i>
GARNIER, ingénieur adjoint du cadre général des travaux publics,	
BRASSARD, chef de station de T. S. F. du cadre des travaux publics du Togo,	
CATHÉLIN, chef comptable du cadre des travaux publics du Togo,	
Conso, commis des services civils,	

se réunira le 28 décembre à 10 heures 30 au bureau du personnel en vue de procéder à l'établissement du tableau d'avancement du personnel du cadre des travaux publics du Togo pour l'année 1933.

La commission prévue à l'article 12 de l'arrêté du 23 avril 1925 et composée de :

M.M. BAUCHÉ, administrateur en chef des colonies, inspecteur des affaires administratives. *Président*

BOUQUET, administrateur de 1^{re} classe des colonies, commandant du cercle de Lomé

REMY, administrateur de 1^{re} classe des colonies, chef du cabinet. *Membres*

LAQUÉ, adjoint des services civils.

RIEUL, adjoint des services civils.

se réunira au bureau du personnel, le 28 décembre à 8 heures en vue de procéder à l'établissement du tableau d'avancement du personnel du cadre des services civils du Togo, pour l'année 1933.

COMMISSION DES MERCURIALES

Par décision du :

22 décembre 1932. — M. BESLEY HOWELLS, agent de la maison John Holt et Cie est nommé membre de la commission des mercuriales en remplacement de M. PERKINS, quittant le Territoire.

CONSEIL CONSULTATIF DU CHEMIN DE FER

Par décision du :

8 décembre 1932. — Sont nommés membres du conseil consultatif des chemins de fer et du wharf prévu à l'article 9 de l'arrêté du 5 novembre 1932, les membres du conseil d'administration du Territoire dont les noms suivent :

M.M. TROSSELY Antoine . . . notable européen
Félicio de Souza . . . notable indigène.

ÉDUCATION PHYSIQUE

Par décision du :

17 décembre 1932. — Les maîtres dont les noms suivent assisteront au stage de perfectionnement d'éducation physique qui aura lieu à Lomé du 2 janvier au 28 janvier 1933 inclus :

I — ENSEIGNEMENT OFFICIEL

Cercle de Lomé

AGBEKPOUOU Louis	AGOMESSOU Lucien
AMEGANVI Louis	COMLAN Paulin
AKUSSION Arthur	HOUEDAKO Ambroise
BONIN François	KOUASSI Daniel
GRUNER Hans	JACOB Norbert
MENSAH Joseph	TOULEASSI Jean
SITTI Jean	PRINCE Alex
AJAVON Henri	Jacob ADOTÉ

Cercle d'Anécho

AFOUTOU Maxime	GOUDEAGBE William
HOUEASSOU Daniel	KOUAMI Joseph
BOCCO Eusèbe	AMEDEGNATO Richard
FUMEY Arnold	LAWSON Jonathan

Cercle d'Atakpamé

ACAKPO EGOUE	LAWSON R. LATE
JOHNSON Demis	COLLEY Augustin
WILSON Jean	

Cercle de Klouto

ATAYI Salomon	KODJOVI Salomon
AKUSSION François	AYIVI Abraham
D'ALMEIDA Charles	AKOUEY Bernard
KPONTON Lucien	SAMUEL Abraham
ECOUÉ Pierre	TETTEKPOE Léopold

Cercle de Sokodé

AGBEZOUNDO FROHOU	DIOGO Christophe
TEKOUÉ Alexandre	MOREIRA Benoît
KOUÉVI François	

Cercle de Mango

JOHNSON David
JOHNSON Gabriel

II — ENSEIGNEMENT PRIVÉ — MISSION CATHOLIQUE

Cercle de Lomé

AGBOBLY Emmanuel	KPOTOGBEY Arnold
NUBUKPO Michel	QUENUM Joseph
AGBEMAKPO Théophile	MENSAH Fabien
AYITE Michel	MENSAH Théophile
SOGA Simon	ATIKPO Augustin
AYEROUA Lazare	GOMEZ Benjamin
TAGBOR Mathias	THOMAS Albert

Cercle d'Anécho

EKLOU François	KODJO Louis
CODJO Grégoire	AKOSSOU Anatole
LACLÉ Pierre	AFFO Sébastien

Cercle de Klouto

AMOZOUKAN Cyprien	OGLLOO Pierre
D'ALMEIDA Christian	

Cercle d'Atakpamé

ADANDE Vitus	ECOUÉ Jérôme
NICOUÉ Benoît	KOUDOU Emmanuel

III — ENSEIGNEMENT PRIVÉ — MISSION PROTESTANTE

Cercle de Lomé

AYEE Jacques	BANSAN K. Hilaire
QUENUM Joseph	AGUDETSE Henri
ADJOYI Constantin	AKAMAKOU Stanislas

Cercle d'Anécho

AKUETE John
BRUCE Thomas

Cercle de Klouto

QUENUM Pierre Claver KPOTUFE Vincent
ATAKLO Samuel AYIVI Benjamin

Cercle d'Atakpamé

AHADJI Samuel AZAMEDÉ Max
ABOTSI Jacques DO Jean
QUIST Lebrecht TSIGBE Noé
BIEN Hilaire

Les intéressés devront se présenter au centre d'instruction physique de Lomé, le 2 janvier 1933, à 7 heures, porteurs de leur règlement général de l'éducation physique.

M. THOMAS instituteur ordinaire et le sergent-chef DESIRÉ, des forces de police, seront adjoints au chef du service de l'éducation physique et des sports, directeur du stage.

GARDE INDIGÈNE **Allocations en Munitions**

Par décision du :

19 décembre 1932. — Les allocations de la garde indigène en munition de 1^{re} catégorie, sont fixées, pour le 1^{er} semestre 1933, à dix cartouches par homme.

Dans les pelotons ou détachements détenant des cartouches 1874, celles-ci seront tirées dans la limite ci-dessus fixée, à l'exclusion des cartouches 1886 D. A. M.

REMBOURSEMENTS DE PÉNALITÉS

Par arrêtés du :

21 décembre 1932. — Est autorisé le remboursement de la somme de 1.004 frs. 31 (mille quatre francs trente-et-un centimes) représentant les 9/10^e des pénalités encourues par la *Compagnie Générale des Comploirs Africains* à raison d'un retard de 8 jours apporté dans la 2^e livraison du marché 120, pénalités qui se sont élevées à 1.115 frs. 91.

Est autorisé le remboursement des 9/10^e (soit cinq cent soixante-treize francs vingt-et-un centimes 573 frs. 21) de la pénalité encourue par la *Compagnie Française de l'Afrique Occidentale* à l'occasion d'un retard de 11 jours apporté par elle dans la livraison d'une charpente métallique ayant fait l'objet du marché 119.

SUBVENTION

Par décision du :

17 décembre 1932. — Une subvention de quinze mille francs (15.000) est accordée à l'Union des femmes de France pour l'œuvre du berceau.

VERIFICATION DE CAISSES

Par décisions du :

19 décembre 1932. — Sont désignés pour procéder le 31 décembre 1932, après la clôture des opérations de la journée, à la vérification des encaisses :

du receveur de l'enregistrement : M. MOAL, administrateur adjoint des colonies;

du receveur des postes et télégraphes : M. DANTEC, adjoint des services civils du Togo;

des agents spéciaux et des gérants des bureaux des postes et télégraphes. Les commandants de cercle.

M. DE SAINT-ALARY, administrateur de 1^{re} classe des colonies, chef du bureau des services financiers est désigné pour vérifier la situation de caisse et de portefeuille de la trésorerie de Lomé le 31 décembre 1932, après la clôture des opérations de la journée.

DOMAINES

Par arrêté du :

9 décembre 1932. — Est et demeure annulée la clause d'indisponibilité, mentionnée au tableau B de la section III du titre foncier n° 530 du cercle de Lomé, appartenant au sieur Alphonse DJONDO, ancien commis des P. T. T. demeurant à Lomé, concessionnaire définitif du terrain domanial, objet du dit titre.

Par arrêté du 21 décembre 1932, pris en conseil d'administration :

Est attribué définitivement en toute propriété au sieur Michel KOMLA APALOO, employé de commerce demeurant à Palimé, un terrain domanial de la surface de trois ares quatre-vingt-treize centiares (3 a. 93 ca.) sis à Palimé, cercle de Klouto, immatriculé au Livre-foncier du cercle de Klouto sous le N° 84 et dont la concession provisoire avait été accordée au susdit Michel KOMLA APALOO par arrêté du 4 juillet 1930 N° 380.

Avis de demandes d'immatriculation**au livre foncier du Cercle de Lomé**

Suivant réquisition, n° 853, déposée le 15 décembre 1932 le sieur Pierre P. de Souza, profession d'employé de commerce, demeurant à Atakpamé et domicilié à Lomé, agissant en son nom et pour son compte personnel en qualité de propriétaire a demandé l'immatriculation au Livre foncier du cercle de Lomé, d'un immeuble urbain, non bâti, consistant en un terrain en forme de quadrilatère irrégulier d'une contenance totale de 4 ares 09 centiares, situé à Lomé, quartier 9, (cercle de Lomé) et borné au nord par terrain à Robert Anthony et T. 425 à Wové Anthony, à l'est par terrain à Timothy Anthony, au sud par un passage, à l'ouest par terrain à Wotu Anthony.

Il déclare que ledit immeuble lui appartient et n'est, à sa connaissance, grevé d'aucuns droits ou charges réels, actuels ou éventuels.

Suivant réquisition, n° 854, déposée le 15 décembre 1932 le sieur Sylvanus Olympio, profession d'employé de commerce, demeurant et domicilié à Lomé, agissant en son nom et pour son compte personnel en qualité

de propriétaire a demandé l'immatriculation au Livre foncier du cercle de Lomé, d'un immeuble urbain, non bâti, consistant en un terrain en forme de quadrilatère irrégulier d'une contenance totale de 6 ares 18 centiares situé à Lomé, quartier 4, (cercle de Lomé) et borné au nord par T. 540 à Elisabeth Kpedu, à l'est par T. 308 à Robert G. Armattoé, au sud par la rue d'Alsace-Lorraine, à l'ouest par terrain à Pognon Michel.

Il déclare que ledit immeuble lui appartient et n'est, à sa connaissance, grevé d'aucuns droits ou charges réels, actuels ou éventuels.

Suivant réquisition, n° 855, déposée le 20 décembre 1932 Monseigneur Cessou Jean-Marie, profession de vicaire apostolique du Togo, demeurant et domicilié à Lomé, agissant comme président du conseil d'administration de la mission catholique du Togo, fonctions pour lesquelles il a été agréé par décision du 11 mai 1926 de M. le Commissaire de la République au Togo, a demandé l'immatriculation au Livre foncier du cercle de Lomé, d'un immeuble urbain, non bâti, consistant en un terrain en forme de polygone irrégulier d'une contenance totale de 1 ha. 29 ares 68 centiares situé à Lomé, quartier 10, (cercle de Lomé) et borné au nord par terrain à Kouakou Essien, à l'est par les titrés 347 et 348 à Felício de Souza, au sud par terrains à Timothy Anthony et famille Agédji, à l'ouest par la route d'Amutivé.

Il déclare que ledit immeuble appartient au conseil d'administration de la mission catholique du Togo et n'est, à sa connaissance, grevé d'aucuns droits ou charges réels, actuels ou éventuels autres que ceux ci-après détaillés, savoir :

1° — Que les biens ayant une affectation de mission, leurs fruits, intérêts et profits conserveront leur affectation de mission.

2° — Que ces biens ayant une affectation de mission, ne pourront être aliénés sans une autorisation préalable du gouvernement français.

au Livre foncier du Cercle d'Anécho

Suivant réquisition, n° 856, déposée le 22 décembre 1932 le sieur Frédéric Body Lawson, profession de propriétaire, demeurant et domicilié à Anécho, quartier Badji, agissant tant en son nom personnel en qualité de co-propriétaire qu'au nom et comme mandataire de la collectivité Lawson, ainsi qu'il est défini dans la procuration du 22 septembre 1932, la dite collectivité constituée par :

- 1° — Fio Frédéric Body Lawson, requérant.
- 2° — James Laté Lawson.
- 3° — Laté Ben Lawson.
- 4° — Tychus Lawson.
- 5° — Joshua B. Lawson.

6° — Thomas Wilson, décédé et représenté par ses héritiers les nommés :

a) Peter Wilson — b) Etehrivi Gnamadon.

7° — Akakpo Sitti, décédé et représenté par ses héritiers les nommés :

a) Félix Sitti — b) Mathé.

a demandé l'immatriculation au Livre foncier du cercle d'Anécho, d'un immeuble urbain, non bâti, consistant en un terrain en forme de polygone irrégulier, d'une contenance totale de 54 ares 30 centiares situé à Anécho, quartier Condji, (cercle d'Anécho) et borné au nord par la rue principale d'Anécho le séparant de la lagune, à l'est par une rue le séparant de la propriété famille Ajavon, au sud par la plage, à l'ouest par l'hôpital.

Il déclare que ledit immeuble appartient à la collectivité susvisée et n'est, à sa connaissance, grevé d'aucuns droits ou charges réels, actuels ou éventuels.

Toutes personnes intéressées sont admises à former opposition aux présentes immatriculations es mains du conservateur soussigné, dans le délai de trois mois, à compter de l'affichage des présents avis, qui aura lieu incessamment en l'auditoire du tribunal civil de Lomé.

Le conservateur de la propriété foncière,

PEYROTTE.

AVIS D'ADJUDICATION

Pour la fourniture de divers lots de matières ou objets nécessaires au Service Local pour l'année 1933 et dont la liste détaillée est contenue dans le Cahier des Charges.

Le 20 Février 1933 à 9 heures il sera procédé dans les formes réglementaires au Bureau des Services Financiers (Section du Matériel) de Lomé à l'Adjudication au rabais sur soumissions cachetées, des fournitures nécessaires au Service Local du Territoire mentionnées au cahier des charges.

L'adjudication aura lieu à la fois sur concours d'échantillons et de prix.

CAUTIONNEMENT — Il ne sera pas exigé de cautionnement provisoire, un cautionnement définitif de un pour cent du montant de la fourniture adjugée sera exigée pour chaque lot; ce cautionnement devra être versé à la notification du marché.

Le dossier d'adjudication, contenant le cahier des charges, le modèle de soumission, sera tenu à la disposition des intéressés tous les jours ouvrables dans les bureaux du Chef du Bureau des Services Financiers (Section du Matériel).

LOMÉ, le 21 décembre 1932.

Le Commissaire de la République

R. DE GUISE